

<http://divergences.be/spip.php?article4097>



# Le groupe UNIR 4Â° Jean CHAINTRON

- Un Caillou dans l'Histoire - UNIR ! -

Date de mise en ligne : samedi 14 juin 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

# Sommaire

- [Oppositions clandestines](#)
- [L'étincelle](#)
- [Les derniers mots d'un sénateur déboulonné](#)
- [Mon exclusion. 1958-1962](#)
- [Nouveaux relaps et vieilles chansons.](#)
- [À la trappe.](#)
- [Vaines tentatives](#)
- [La rencontre de Grenoble](#)
- [Flambées de révolte](#)
- [La résurgence du Secours rouge](#)
- [Les initiales CIC](#)
- [Encore un espoir perdu ?](#)
- [Un regrettable sabotage](#)
- [Le mensonge système](#)

Wikipédia : Jean Chaintron, né le 28 août 1906 à Lyon, mort le 7 janvier 1989 à Paris, est un homme politique français. Militant anti-colonialiste, résistant français, préfet après la Libération, il a été sénateur du département de la Seine sous la IVe République. Entré en dissidence avec son Parti, il a animé le groupe oppositionnel Unir pour le socialisme, adhéré un moment au Parti socialiste unifié et présidé après 1968 un éphémère nouveau Secours rouge.

Jean Chaintron. Extrait de son livre, page 367 à 422 : *Le vent soufflait devant ma porte*)

[<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L254xH400/couv-chaintron-2c2fa.webp>]

***Le vent soufflait devant ma porte***

## Oppositions clandestines

Le « rapport secret » [1] m'avait révélé ce que jusqu'alors je n'avais pas voulu voir. Dès lors, je suivis les événements avec un regard plus averti, la liberté d'esprit prenant le pas sur l'aveugle esprit de parti. Il en fut ainsi pour des milliers de militants à cette époque. Lorsqu'un camarade manifestait son désaccord avec le Parti, on disait : « Il a viré sa cuti. » Cette expression peu orthodoxe, car l'humour n'était guère de mise au Parti, s'appliquait à celui qui par réaction critique était désormais immunisé contre les miasmes mensongers. Le virage est soudain mais il faut longtemps pour s'en remettre.

La situation d'oppositionnel au sein du Parti est difficilement tenable. Selon les principes, tout élément de la minorité doit appliquer avec zèle, même s'il est en désaccord, toute directive émanant de la direction promue par la majorité, qui est d'ailleurs généralement écrasante sinon unanime, sous peine d'être exclu, ce que tout communiste redoute plus que tout. Dans cette crainte, il se dévoue, il est repris par l'enthousiasme de la cause, la discipline du système et il oublie ses critiques. Il peut être récupéré comme la brebis égarée de la Bible et retrouver l'aveugle fidélité. Il peut même se reconvertir en berger. On en connaît des cas célèbres : Zinoviev, Kamenev, Boukharine, qui rechutèrent tragiquement.

Combien de velléitaires critiques sont restés dans le rang, peu pour œuvrer au redressement, beaucoup pour se « réassujettir » en grognant à peine ou pas du tout, en se montrant parfois farouches pourfendeurs d'oppositionnels de crainte d'être soupçonnés d'hérésie. Cette position à la fois critique et pourtant positive, ce jeu d'équilibriste sachant jusqu'où ne pas aller trop loin correspondait mal à mon tempérament. Et pourtant ce fut ce que je fis pendant longtemps.

Puisqu'il était évident que quiconque exprimait des critiques et propositions de redressement du Parti par voies statutaires était évincé, éreinté, nous fûmes quelques-uns à penser que, peut-être, il fallait prendre une autre voie, à l'exemple de Lénine avec sa célèbre « fraction bolchevique » qui avait redressé et finalement pris en main le Parti socialiste russe auquel il appartenait.

### **Pourquoi pas nous ?**

Nous décidâmes de publier un bulletin mensuel clandestin, L'Étincelle, traduction du mot russe [2]Iskra (littéralement L'Étincelle) était un journal révolutionnaire marxiste du début du XXe siècle en Russie[1]. C'était l'organe du POSDR, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Il fut publié pendant trois ans à partir de 1900, sous la direction de Lénine, Julius Martov et Gueorgui Plekhanov. Son but était le rassemblement des différents courants du mouvement ouvrier en Russie et la formation d'une plateforme commune]]. qui fut le nom d'un célèbre journal bolchevique créé par Lénine au début du siècle. Le n<sup>Â°</sup> 1 parut en décembre 1956 dans le format 21 x 27 portant en sous-titre : « Pour le redressement démocratique et révolutionnaire du PCF. » J'ai en main toute la petite collection.

Il n'y a évidemment aucune signature, et l'adresse est un nom bidon poste restante...

## L'étincelle

Je pourrais aujourd'hui révéler sans risques les noms des participants anonymes. Qu'il suffise de dire qu'il y avait notamment, outre plusieurs membres du « groupe des 10 » dont Hélène Parmelin [3] et Tillard [4], des camarades comme Victor Leduc [5], Morgan [6], Yves Cachin [7], la plupart intellectuels, et moins directement beaucoup d'autres militants dont moi-même.

En 1957, l'espoir que la Chine de Mao serait une force de déstalinisation fut déçu. Ce qu'on supposait se confirmait : il y avait un courant mondial de résistance à la déstalinisation dont les leaders semblaient être Molotov et Mao, l'Albanais Hodja et Thorez.

Mais voici qu'une nouvelle éclata en juillet 1957 comme un cocktail Molotov. Le Comité central du Parti communiste de l'URSS dénonça et exclut « le groupe antiparti Molotov, Kaganovitch et Malenkov », qui s'opposait à la déstalinisation. Mao lui-même était mis en cause.

Remous dans notre Parti et sa direction : un courant prudent de déstalinisation se leva contre la politique conservatrice de Thorez. Celui-ci céda un peu en acceptant la publication dans L'Huma d'une série de 5 articles favorables à la Yougoslavie assortis de quelques réserves perfides et sans émettre d'autocritiques sur notre conduite infâme à son égard depuis huit ans.

Thorez entouré de ses courtisans faisait régner le silence dans les rangs du Parti et pourfendait toute atteinte au mensonge officiel.

Comme il est déplorable que *L'Étincelle* ait été si éphémère. Une autre entreprise d'édition clandestine du même genre paraissait sous le titre d'*Unir*. J'en recevais de temps à autre un exemplaire sous pli postal cacheté discrètement sans inscription de l'expéditeur. C'était un bulletin de 8 pages pleines au format commercial 21 x 27 imprimé correctement mais sobrement sur modeste papier en petits caractères. Pas une signature, pas un nom, si ce n'est celui de Jean-Raymond Lasere pour l'adresse de correspondance à La Crau-Var, probablement un camouflage. Le titre complet était *Unir pour le Socialisme* accompagné d'une formule en manchette « Pour le retour du PCF aux principes marxistes-léninistes ». Cette publication allait dans le bon sens et la fidélité au communisme. Elle subsistait depuis 1952 et était distribuée par des moyens internes de rigoureuse discipline clandestine. Elle semblait avoir dans le Parti un réseau d'information car les faits révélés étaient fondés et précis.

Et pourtant je m'en défiais car la direction du Parti la dénonçait comme une « feuille policière » avec des accointances socialistes...

## Les derniers mots d'un sénateur déboulonné

Depuis juin 1956, je savais que mon mandat au Sénat devait prendre fin en 1958 ; néanmoins j'accomplissais mon travail avec la même obéissance, la même discipline de ligne, le même dévouement. En relisant mes interventions au Sénat , je vois bien que tel était mon souci en même temps que celui de défendre de justes positions politiques. En mai 1958, la guerre d Algérie qui pourrissait depuis quatre ans, devenait menaçante pour la République française elle même : l'armée pouvait renouveler le putsch de Franco. Il fallait faire front devant ce danger. Mais l'unité populaire si longtemps disloquée notamment par le sectarisme kominformien du Parti ne pouvait y suffire. Alors les politiciens de droite et de gauche s'entendirent, avec l'assentiment de la majorité de la nation, pour recourir à un sauveur : de Gaulle fut rappelé de Colombey-les-Deux-Eglises où il faisait retraite depuis dix ans. Il prit à nouveau en main les destinées de la France en instaurant la Vème République avec pouvoir présidentiel. Au Sénat, nous débattions de l'octroi des pleins pouvoirs au gouvernement. J'intervins à la tribune :

*Nous voterons contre ce projet qui est un acte d'abdication de la souveraineté nationale... Nous n'avons pas le droit d'abdiquer, ni juridiquement, ni moralement... Tout démocrate est opposé aux pleins pouvoirs. Ceux qui le voteront violeront incontestablement la Constitution. Il ne sera pas possible d'invoquer plus tard les circonstances atténuantes. Selon les principes de la Déclaration des Droits de l'Homme, toute souveraineté réside dans la Nation... nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.*

*GEORGES LAFFARGUE (radical) Comme à Budapest !*

*MOI : Nous ne voterons pas ce sabotage de la République... Nous n'apposerons pas notre signature au bas de cette page de honte... La force et la ruse priment le droit. Les communistes continueront leur chemin, fidèles au peuple et à la liberté... jusqu'à la victoire...*

Ce furent mes derniers mots de parlementaire. Mon mandat de sénateur arrivait à expiration et n'était pas renouvelé.

Je devais rapidement chercher un emploi pour assurer la subsistance de ma famille. Nous avions alors quatre enfants de six à seize ans, ce qui absorbait le temps de Jeannine et ne lui permettait pas d'avoir un emploi rémunéré. Nous devions aussi aider un peu ses parents septuagénaires car la retraite était alors insuffisante.

Nous n'avions pas d'économies. Comme permanent, préfet ou sénateur, je n'avais jamais touché que le salaire d'un ouvrier et versais le reste au Parti. A ce moment-là c'était 600 francs par mois. Et je n'avais pas droit aux allocations chômage.

## Mon exclusion. 1958-1962

Quinquagénaire aux cheveux blancs, après vingt-cinq ans de militantisme professionnel, j'avais oublié mes métiers civils de mécanicien et de dessinateur technique ; sans certificat de travail convenables ni diplôme universitaire, il ne m'était pas facile de trouver un employeur. En perdant mon emploi, j'avais aussi perdu mon toit. Le logement où j'habitais avec ma famille 55, rue de Flandre m'avait été attribué par la questure du Sénat en accord avec l'Office des HLM au titre de ma fonction. Celle-ci s'achevant, j'étais expulsé.

J'étais banni par le Parti que l'avais servi, et maltraité par le régime que j'avais combattu. Je savais l'influence du Parti dans le domaine administratif de l'habitation, et la discipline d'hostilité à égard de l'exclu jouait contre moi. C'est sans doute parce que des camarades dans la place y dérogeaient que me fut attribuée un logement 221 rue de Tanger tellement attristant que Jeannine pleura en y entrant.

Je trouvai un emploi grâce à une chaîne d'amitié au début de laquelle il y avait André Delor [8], un communiste qui, bien que restant orthodoxe, rompait lui aussi avec la règle de la rupture avec les exclus. Ingénieur d'imprimerie, sortant de l'Ecole Estienne, il avait longtemps exercé sa profession d'une façon hardie, participant au rétablissement d'entreprises en difficulté. Il était devenu expert et le Parti l'avait engagé à tarif modeste pour la direction de ses techniques d'édition. Là, il s'était fixé. Il avait un ami, que j'ai connu, J.B. Eggens, un admirable autodidacte. Social-chrétien, économiste et sociologue, amateur d'édition, il était responsable militant de la revue *Problème*, patronnée par l'Association générale des étudiants en médecine de Paris (AGEMP). Il était aussi l'ami d'une équipe d'étudiants socialistes-chrétiens qui, avec quelques communistes, sous la conduite d'un homme de cœur et d'intelligence, Jean-Claude Delaporte, avait conquis aux élections de 1957 la direction de cette association. Celle-ci disposait d'un centre de photocopie installé 8, rue 372 Dante, qui éditait des cours et thèses de médecine que les adhérents achetaient à un prix coopératif.

Le président, Jean-Claude Delaporte, et son successeur, Pierre Pradier, me proposèrent d'en être directeur technique pour un traitement de 800 francs par mois ; ce traitement, bien que modique, dépassait d'un quart celui que j'avais eu comme permanent parlementaire. J'avais grande volonté de donner satisfaction à ces jeunes qui avaient le courage d'engager dans leur entreprise, qui se voulait apolitique, un personnage aussi marqué. J'étais pourtant bien inquiet, ne sachant pas comment diriger cette affaire assez désordonnée qu'ils me faisaient visiter. « Rue Dante, c'est le chemin de l'enfer » disait l'un d'eux pour plaisanter.

Je trouvais là, en même temps qu'un gagne-pain, une activité qui me permettait encore de contribuer indirectement au progrès social. Je m'y consacrais avec ardeur.

L'Union nationale des étudiants de France – UNEF -, sorte de fédération syndicale interdisciplinaire dont faisait parties l'AGEMP, s'était elle aussi radicalisée et animait un large mouvement pour la réforme démocratique de l'enseignement, prenant aussi position contre la guerre en Algérie. Ces organisations se considéraient comme des syndicats et le service d'édition comme une coopérative de production. Entre ces militants, président, secrétaire, membres du comité, mes jeunes patrons et moi-même, le directeur très volontairement subordonné, s'établirent aussitôt des rapports d'estime réciproque.

Tous ces étudiants sont devenus médecins, professeurs, chercheurs, parfois même patrons dans le sens hospitalier du terme. Nous nous appelions plaisamment frères, sans dire si nous ironisions en invoquant ainsi les phalanstères, les monastères ou la franc-maçonnerie.

L'entreprise de photocopie, gérée collégialement, se développa ; en cinq ans sa production annuelle s'éleva de 7 à 40 millions de pages. Elle passa du tirage en ronéo à l'impression en offset. J'apprenais mon métier d'imprimeur en l'exerçant, avec les conseils techniques de mon ami Delor, et en m'entourant de

professionnels qualifiés qui collaboraient avec les étudiants travaillant quelques heures par jour en vacation pour se faire quelque argent. Plus tard la technique d'impression offset requérant plus de technique que la photocopie et ce personnel étudiant ne pouvant être envoyé en école d'apprentissage, je fis l'inverse : j'embauchais des professionnels de haute qualification, instructeurs en même temps qu'exécutants. Dans une ambiance fraternelle, les uns apportaient leur technique et tour de main, et les autres leurs rudiments scientifiques. Le petit groupe de gestion directionnel, comprenant 5 étudiants et moi-même, insufflait un esprit d'entreprise coopératif et « autogestionnaire » comme on dira plus tard. Les petites marges de vente bénéficiaires alimentaient une caisse de solidarité pour les étudiants en détresse et aussi pour défendre par la propagande la cause des étudiants. Je me mettais à ma nouvelle activité professionnelle avec autant d'acharnement et de passion qu'à ma vie militante précédente, ce qui était bénéfique pour l'entreprise et favorable à ma réadaptation.

Quand on a été longtemps embrigadé dans un parti « pas comme les autres », la réadaptation n'est pas facile. On peut être stalinien longtemps après avoir répudié le stalinisme. Un communiste exilé est quelque temps aussi désarmé que la fourmi quand elle est isolée de l'intelligence collective de sa fourmilière. Ces jeunes étudiants aidèrent le quinquagénaire à réapprendre à vivre comme tout le monde. Avec eux pas question d'absolu, ou de fanatisme. Chacun pouvait dire son opinion mais l'intolérance soulevait l'hilarité. Dans mes conversations je cessais bientôt de détenir une prétendue vérité scientifique, admettant que mes interlocuteurs aient autant que moi quelque chance d'avoir raison.

La coutume s'établit que dans les nuits de Noël et du jour de l'An s'improvisait en notre logement une sorte de fête amicalo-familiale où arrivaient et partaient à toute heure par invitation tacite tous mes amis étudiants toubibs et infirmières qui s'absentaient par roulement de leur garde de nuit des hôpitaux voisins, ainsi que des militants communistes plus ou moins contestataires. Chacun apportait éventuellement gâteaux, friandises, et bonnes bouteilles... qu'on alignait après usage le long des couloirs. On en buvait deux ou trois mètres. On chantait, on dansait, on rigolait... Et parfois on discutait. C'était tonique et sain. Ces étudiants, pour la plupart issus de familles bourgeoises, trouvaient plaisir en notre foyer populaire. Nos quatre enfants dormaient dans les pièces voisines. Quand parfois, éveillés par le vacarme, ils risquaient un œil dans l'entrebâillement d'une porte, ils comprenaient que les parents s'amusent.

Les conditions matérielles d'existence de notre famille s'étaient améliorées. Notre tante Germaine, sœur de ma belle-mère Camille, devenue veuve d'un ingénieur du verre, nous avait légué un poste de télévision et un piano droit tout noir, sur lequel ma fille Nicole s'exerçait à jouer grâce à la méthode rose. Mon père avait vendu la petite maison familiale de Feyzin et nous avait donné en partage de quoi acheter une voiture d'occasion, une vieille Aronde, que nous avions payé 1800 francs et avec laquelle, le dimanche, nous allions souvent au Perreux, dans la maison des parents de Jeannine, avec nos quatre enfants et notre neveu Daniel, qui vivait chez nous, car son père, militant à la FSM, était à Prague. Dans la maison du Perreux qu'il avait construite, le vieil ouvrier Fritsch, mon beau-père, souriant dans sa longue barbe, m'apprenait sur son établi à faire des copeaux qui « frisent » en sortant du rabot. Par contre c'est nous qui lui apprenions à jouer à la pétanque. À quatre-vingts ans il découvrait le plaisir du jeu.

Le Parti perdait des effectifs : les uns, dégoûtés, se retiraient en silence, d'autres étaient exclus pour avoir trop parlé. Je restais. J'allais régulièrement à ma réunion de cellule et j'y exposais mon point de vue avec mesure, ce qui obligeait la direction de section à envoyer un représentant pour éviter que je ne « trouble les camarades ». Me saisissant des concessions faites à la Yougoslavie ou de l'exclusion du groupe antiparti Molotov, je faisais apparaître que le Parti adoptait maintenant les positions qu'il avait condamnées dans mon intervention et pour lesquelles on avait exclu des camarades. J'étais alors accusé de prendre mes arguments dans la presse bourgeoise. Quand je sortais de ma poche l'Humanité et que je citais mes sources, l'article d'un dirigeant, je jetais un certain trouble.

La direction de section introduisit des éléments obéissants prévenus contre moi ; mes propos perdaient leur efficacité. Je n'en continuais pas moins avec persévérance.

Ainsi fonctionne depuis cinquante ans l'inexorable système communiste. Les vagues contestataires se heurtent au monolithisme du Parti. Ceux qui restent dans la forteresse accomplissent leurs tâches avec d'autant plus de zèle qu'ils craignent d'être suspectés de quelque affinité avec ceux qu'ils évincent. Les couches successives d'opposants se stratifient à l'extérieur en se particularisant sans se rejoindre et contestent en ordre dispersé.

## Nouveaux relaps et vieilles chansons.

Le mot « relaps » m'épouvantait au catéchisme dans mon enfance car il s'appliquait à l'Inquisition, à des milliers de bons chrétiens sacrifiés, ainsi qu'à Jeanne d'Arc. Mais de notre temps, dans le monde communiste, ces horreurs de l'Histoire paraissaient dérisoires auprès de l'inquisition stalinienne qui compte par millions ses morts pour hérésie, ces nouveaux « relaps ». en France, les « relaps » ne pouvaient être exécutés. Un camarade bien dans la ligne, dont on disait « C'est un bon copain » pouvait devenir « un salaud » du jour au lendemain, s'il manifestait quelque désaccord avec le pape Joseph Staline ou ses évêques. On ne pouvait sortir indemne démissionnant car, selon les principes, un démissionnaire est un déserteur qui s'exclut lui-même. Les membres obscurs peuvent se retirer petit à petit sur la pointe des pieds, entraînant ce que, dans notre jargon organisationnel on appelle les « fluctuations d'effectifs ». Avec toutes ces éjections, évictions, abandon, fluctuations, on évaluait arithmétiquement que les ex-communistes étaient plus d'un million. « Le plus grand parti de France » disait-on en plaisantant.

Pendant des années, je méditai sans fin sur les aberrations que comportait le communisme et qui semblaient inhérentes à son système de pensée, d'organisation et d'action si efficace. Un certain fidéisme nous avait empêchés de les apercevoir. Certes, les défauts étaient énormes mais c'était parce qu'ils étaient à l'échelle incommensurable de l'entreprise historique de transformation idéale du monde que le Parti s'était assignée. Mais à présent qu'ils étaient révélés, ils seraient corrigés avec la volonté, l'énergie, le courage, la persévérance qui les avaient engendrés. Peut-être que pour cela il fallait plus de patience, de maîtrise que d'impétuosité.

Au sein du Parti et de sa direction, la façon dont procédaient certains cadres ayant pour tête de file Laurent Casanova était-elle plus efficace que la révolte contestataire qui avait abouti à notre marginalisation ? Cette tactique du « noyau » n'était-elle pas celle qu'avait pratiqué Khrouchtchev, et ce dernier ne soutenait-il pas Casanova en lui faisant attribuer une citation à l'ordre de Lénine ?

### **Hors de l'église il n'est pas de salut.**

Mais voilà qu'au XVIe Congrès national du Parti à Saint-Denis en 1961 cet espoir s'écroulait sans grand éclat. Le noyau était écrasé. Les camarades qui le composaient étaient évincés. Une charrette d'opposants à la politique thorzienne et stalinienne venait nous rejoindre, nous, les bannis de la première vague qu'ils avaient réprouvés. C'était comme en URSS où les condamnés, les détenus voyaient arriver parmi eux les bien-pensants d'hier, parfois les procureurs qui les avaient accablés.

### **Voyons les silhouettes de ces nouveaux déchus.**

La haute stature de Casanova, ce brun quinquagénaire d'une famille algérienne corse, pseudo intellectuel. Le petit quadragénaire Servin, l'ex-cheminot, l'ex-poulain de Thorez, qui avec dix ans d'appareil avait été fait

sélectionneur de cadres chevronnés et pourfendeurs de dissidents. Un peu plus grand, de la même génération, Jean Pronteau, l'étudiant supérieur qui avait gagné vaillamment ses galons dans la Résistance et dans le Parti. Maurice Kriegel-Valrimont, d'allure avantageuse, frisant la cinquantaine, ancien employé d'assurance militant dans la CGT de l'avant-guerre, actif, responsable dans la Résistance, homme de presse du Parti, avait des allures un peu doctrinales. Jean-Pierre Vigier [9], grand et fort quadragénaire, attaché à la recherche scientifique dans le domaine atomique. Le benjamin, Philippe Robrieux, secrétaire des étudiants communistes, pratiquant la politique du Parti comme le football qu'il affectionnait, soucieux de style et de rigueur. Mais quels étaient donc les crimes qui leur étaient imputés ? La direction thorézienne reprochait surtout à Casanova de n'avoir pas aligné le *Mouvement de la Paix*, dont il était responsable, sur les positions sectaires du Parti. Elle reprochait à tous, notamment à Pronteau, de contester l'analyse politico-économique de Thorez, considérant contre toute apparence de Gaulle comme l'agent principal des monopoles français qui tendaient à s'intégrer à la domination américaine, compromettaient l'indépendance nationale, tendaient à la paupérisation et au fascisme. Elle reprochait encore à tous de trop céder au courant de répudiation du stalinisme.

À l'extérieur du conclave central du Parti, à la base, on ne comprenait pas bien les méandres de cette opposition interne au sommet. Quoi qu'il en soit, même si cette opposition semblait mièvre, d'habileté tactique, de ruse, de combat à fleuret moucheté, on discernait qu'elle tendait à ébranler le stalino-thorézisme persistant. L'action de redressement interne et statutaire était battue, qu'elle agisse spontanément ou sagement. L'appareil du centralisme démocratique, étoffé de nouveaux éléments sélectionnés pour leur ardeur dévote par les vieux routiers triomphait.

## À la trappe.

Quel sort m'attendait après 1961 ? La cellule Suzanne Masson du XIXe à laquelle j'appartenais fut scindée, « décentralisée », disait-on dans le jargon apparatchik ; jusqu'à ce qu'il ne reste plus que quelques éléments acquis à la direction du Parti. C'est sous la haute direction de Paul Laurent [10], jeune cadre montant, chargé de « suivre » la section du XIXe que s'accomplissaient les opérations. Il n'y mettait ni hargne excessive ni précipitation, soit à cause de son tempérament lymphatique, soit que ces tâches rebutantes et subalternes lui aient déplus, soit encore qu'il escomptait que tout s'arrangerait avec le temps .

Je me tenais à carreau, ne prêtant pas le flanc, évitant de précipiter les choses. En toutes circonstances, à toute occasion dans les discussions de cellule je répétais mon antienne : Il faut démocratiser le Parti.

Cela me semblait vain, inefficace, dérisoire. Peut-être fallait-il faire autre chose. J'étais tenté par le bulletin d'opposition clandestine *Unir* que je recevais parfois et que j'avais jusqu'alors condamné comme une indiscipline. Mais, quand le groupe de direction enfreignait les principes et les statuts, l'indiscipline n'était-elle pas un devoir ? Avec le camarade Folgalvez, jeune cadre militant de base qui me soutenait dans notre cellule, nous en discutâmes en aparté. C'était délicat, dangereux et moralement inquiétant.

En novembre 1961, *France nouvelle* avait publié un article intitulé « *Nouvelles précisions sur la feuille policière Unir* ». des accusations de ce genre avaient déjà été lancées dans les années 1953-1955 lorsque j'étais encore parlementaire et que je travaillais au siège central du Parti.

J'avais alors entrepris quelques investigations tant parmi les camarades amis de l'appareil que parmi des collègues au sein du Sénat ou sympathisants « sous-marins » que je savais bien introduits dans l'appareil d'État et des polices, pour mieux savoir ce qu'il en fallait penser. Il s'était révélé que ses accusations n'étaient guère plus fondées que celles lancées contre le « policier » Marty ou le « voleur » Tillon. D'autre part le contenu des bulletins Unir démentait ses origines troubles. Un langage étranger ou hostile au Parti, ça se sent. Tout de même il fallait faire attention. Avec mon ami (Pierre) Folgalvez, [11] nous décidâmes de nous approcher prudemment de ce mouvement, de prendre contact pour mieux nous rendre compte de quoi il s'agissait.

Militant assez notoire , je risquais d'entraîner nombre de bons camarades dans une entreprise qui pouvait être malsaine. Et si le groupe de direction du Parti pouvait m'impliquer dans une affaire « fractionniste » dénoncée comme suspecte, tous les bons camarades disciplinés avec lesquels je participais à la

démocratisation ne seraient-ils pas dégoûtés jusqu'à retourner dans le giron thorzien ? En outre ma difficile conversion professionnelle et mes recherches de vérités politiques absorbaient tout mon temps.

Folgalvez, plus libre et moins connu, proposa donc de prendre contact et de voir. Dans ses activités syndicales, il côtoyait des militants engagés dans une action de solidarité avec le peuple algérien pour suppléer la carence du parti en ce domaine. Parmi eux il y avait des partisans actifs d'une autre publication oppositionnelle : « la Voie Communiste », en relation avec Unir. Les rencontres qu'il eut furent très favorables, ce qui nous réconforta. Par malheur, on ne sut comment, la direction du Parti eut vent de ces liaisons dangereuses. Folgalvez fut mis en accusation dans la cellule. Les présomptions, bien qu'étant sans preuve, prirent force de condamnation, car il refusait de dénoncer comme ennemis criminels les oppositionnels. Il fut exclu.

Étant donné que je m'étais solidarisé avec lui, que j'avais pris sa défense et que je m'étais opposé à toute sanction, la direction du Parti tenait les prétextes pour m'exécuter. La procédure de mon procès se précipita : le 12 janvier 1962, ma cellule, qui s'était baptisée du nom de Marcel-Cachin, votait une résolution ; après quelques lignes d'approbation de toute la politique conduite par Maurice Thorez, était précisée la position à tenir :

*Par rapport aux propos tenus par le camarade Chaintron qui prend prétexte des travaux du Congrès soviétique sur le culte de la personnalité pour attaquer la direction du Parti et principalement le camarade Maurice Thorez. Cette attitude n'est pas nouvelle (...) plusieurs fois il a tenu de tels propos.*

*De plus il refuse de condamner Folgalvez, exclu du Parti pour travail fractionnel et antiparti et refuse d'appliquer la discipline du Parti... ... c'est-à-dire de rompre avec lui tout contact...*

*En conséquence, la cellule :*

- 1Â° condamne les propos et attitudes de Chaintron.
- 2Â° demande son exclusion.
- 3Â° porte cette résolution devant les organismes supérieurs.

*Il est dans l'intérêt même du Parti de prendre cette décision.*

Des lors les choses se précipitèrent. Le 2 février 1962, je recevais une lettre à en-tête de la Fédération de Paris du PC me demandant de venir à ce siège, 120 rue de la Fayette, le mercredi 24 février à 19 heures 15, » muni de la présente convocation au bureau N°1 (...) pour discuter d'une décision te concernant » On donnait toujours du « camarade » mais pas du « cher » habituel. Cependant j'avais droit encore aux « fraternelles salutations ».

Il s'agissait évidemment des modalités formelles pour qu'il soit dit que le Parti avait procédé statutairement, qu'il m'avait donné tous les recours, fait preuve de bienveillance, et que j'étais incorrigible. À quoi pouvait servir ma comparution à huis clos devant deux ou trois bureaucrates érigés en juge d'instruction ou en mini tribunal d'inquisition ? À quoi bon discuter de la décision prise par la cellule sur injonction de la direction dont ils étaient exécutants. Ils répéteraient en langage de bois les accusations. Je persisterai à dire ce que cent fois j'avais exposé et qu'ils connaissaient : l'absence de démocratie, la persistance dans le stalinisme. Je réfuterais leurs imputations. Ils en déduiraient que je m'étais refusé à aider le Parti, à me corriger et à réparer le mal que j'avais fait au Parti par mes propos, ce qui serait une accusation supplémentaire.

Comment pouvaient-ils jouer de ces palinodies en un tel moment ? La manifestation contre l'O.A.S., le 8 février 1962, avait été réprimée de façon sanglante. Le Parti socialiste avait lancé une manifestation unitaire de solidarité pour le 12 février. C'est pour le 13 février que le Parti préparait un cortège funèbre au Père-Lachaise pour enterrer les 8 victimes de violences policières. Des manifestations pour la paix en Algérie avaient lieu quotidiennement à l'initiative d'organisations de gauche.

Ce 13 février, je répondis aux petits procureurs de la Fédération communiste en ces termes :

*Impossible de me rendre à votre convocation en de tels jours (...) Je n'ai d'ailleurs rien à déclarer que ce que j'ai dit à l'intérieur du Parti et que vous savez : je n'ai attaqué ni le Parti ni sa doctrine, je ne crois pas justes les hostilités à l'égard de Folgalvez et des camarades rejetés du Parti pour des motifs qui ne sont ni déshonorants ni contraires à notre cause.*

*Salutations communistes.*

Le 16 février 1<sup>e</sup> couperet tomba : une pauvre feuille manuscrite d'une main d'ouvrier malhabile à l'écriture : PCFâ€”Cellule Cachin

*Nous portons à ta connaissance que le Secrétariat fédéral a exclu Jean Chaintron (souligné) des rangs du Parti.*

C'était signé Aussiette, sur un dérisoire cachet rond.

Trois mois après le sort de ma femme Jeannine devait être tranché automatiquement : elle était convoquée par la cellule dans une même forme, dramatiquement dérisoire :

*Camarade, tu es priée d'assister à la prochaine réunion du Bureau de cellule le 3 mai à 20h30, au siège de la section... Objet : discussion sur l'exclusion de Jean Chaintron.*

Je n'avais plus droit au titre de « Camarade », c'était signé « Le Bureau ».

Nous savions bien de quoi il s'agirait, d'abord par les expériences d'autres camarades et aussi par des conversations particulières avec des copains proches de la direction.

On pouvait imaginer le scénario :

– *Camarade Jeannine, tu es accusé de fréquenter un exclu... ce qui est, tu le sais, motif d'exclusion...*

– *Mais c'est mon mari... nous avons quatre enfants... d'ailleurs je suis d'accord avec lui...*

C'était tellement absurde. Elle préféra ne pas comparaître... ne reprit pas sa carte... elle était exclue de droit.

Nos enfants étaient touchés par 1<sup>e</sup> drame qui s'abattait sur le foyer, bien que nous fissions notre possible pour qu'ils n'en soient pas affectés. Ils en éprouvaient les effets traumatisants, hors de notre maison, à l'école communale et au sein des « Vaillants », cette organisation de jeunesse sous influence du Parti, qu'il fréquentaient le dimanche. Jusqu'alors un peu choyés, comme des enfants de sénateur, on leur lançait maintenant des invectives qui les révoltaient ou les faisaient pleurer :

*Ton père est un traître... un renégat... dans une organisation de policiers contre Maurice Thorez... Il est avec les fascistes... c'est un salaud...*

Quand à nous, Jeannine et moi, nous étions à l'index, traités comme des pestiférés, nos camarades, ceux d'hier, ceux de dix ans, de vingt ans, se détournèrent de nous, ne répondant plus à notre salut. Ils se comportaient comme des bigots devant les suppôts du diable. Vade rétro, Satan. ! Or les militants ont peu d'amis hors du cercle communiste. Le sort d'un cadre communiste était alors bien pis que celui d'un prêtre défroqué.

Cette pénible position devait durer pour moi plusieurs années.

Une page de ma vie était tournée : j'avais cinquante-six ans, trente ans de Parti. C'était à vingt-six ans que j'avais connu la cause qu'il représentait, que je l'avais épousé après mûre réflexion. À cette cause et je resterais fidèle, je serais un communiste sans carte. La procédure de mon exclusion avait duré cinq ans, ce qui m'avait donné le temps d'y réfléchir et de me préparer à cet inéluctable tant redouté.

Curieusement, je me sentais quasiment soulagé de n'être plus sous l'épée de Damoclès. Elle était tombée. C'était moins terrible que l'angoisse.

## Vaines tentatives

Au cours des années, mes préventions contre *Unir* s'étaient amenuisées. Le bulletin – format 21x27 – qui, à son début, en 1952 comportait de 4 à 8 pages ronéotées à 500 exemplaires et réservés aux seuls communistes plus ou moins oppositionnels, atteignait désormais en 1962, 16 pages imprimées tirées mensuellement à 7000 exemplaires. Il était diffusé de façon moins confidentielle, apportant des révélations sur ce que cachait ou falsifiait la direction du Parti et dont j'avais pu, à diverses reprises, vérifier l'authenticité. Les conditions de vie du Parti d'alors justifiaient la parution d'*Unir*. Le moindre soupçon, le moindre désaccord avec la politique, aboutissait à l'exclusion. Un exclu communiste était un homme à la mer, sans recours ni secours, voué à la vindicte du Parti, à l'hostilité de ses membres. Il était souvent exposé aux vengeances d'étrangers au Parti à qui il avait autrefois, en tant que communiste, discipliné, porté de méchants coups.

Accablé à l'intérieur du Parti sans qu'il puisse se défendre, il encourait un motif supplémentaire de trahison s'il tentait de s'en justifier à l'extérieur. Dans tous les cas il était voué à la dégradation, à la mise à l'index, à la calomnie publique. Dans les pays du monde communiste, un hérétique relevait de tous les genres et degrés de châtement, de correction physique, d'enfermement, de coup de feu dans la nuque... voire de coup de piolet dans la tête. Pendant plus de trente ans tous les inculpés, tous les accusés, tous les condamnés du mouvement communiste furent quasiment assassinés sans défense.

Or voici que depuis 1952 l'accusé voyait *Unir* élever sa voix pour le défendre et lui offrir une tribune pour qu'il se justifie des calomnies portées contre lui. Au nom même de l'idéal communiste, *Unir* réhabilitait les proscrits innocents. Aux côtés de la rédaction, principalement composée de membres du Parti, s'était constituée en 1962 une Amicale regroupant ceux qui en étaient exclus. Parmi ses dirigeants, Marcel Prenant et l'ex-député communiste Pierre Lareppe [12]. Cette Amicale publiait un bulletin intitulé *Débat communiste*.

Marcel Prenant avait donné son opinion sur *Unir* à notre ami Robert Simon [13] que nous étions allé voir à Auxerre. Simon, dont nous connaissions le passé courageux et les positions analogues aux nôtres et avec lequel j'avais travaillé au Congrès mondial de la Paix, était un ancien instituteur ; il avait été, avant la guerre, un socialiste de la tendance gauchiste Marceau-Pivert, proche des communistes. En 1942, voulant pratiquer une résistance combative, il entra dans les FTP puis adhéra au Parti sitôt après l'exécution de Gabriel Péri. Il participa aux actions armées parmi les plus risquées, notamment celle du Rex, à Paris. Arrêté comme membre actif du groupe de combat Valmy, déporté à Ebensee-Mathausen, il fit partie de l'organisation clandestine du camp. En 1945, rescapé, de retour en France, il reprit une activité militante. Élu membre du bureau fédéral de l'Yonne, il fut aussi rédacteur et collaborateur de la revue mondiale des Partisans de la Paix. À son courage, il joignait des connaissances politiques et une honnêteté intransigeante. Comme nous, luttant depuis cinq ans contre la persistance du stalinisme, il était en instance d'exclusion.

Nos discussions furent longues et ardentes. L'avis de Prenant lui paraissait d'autant plus important qu'il le savait en étroite liaison avec Tillon qui n'était pas encore formellement exclu mais qui, dans sa retraite à Monjustin où j'étais allé le voir pendant mes vacances, était des plus critiques à l'égard du Parti. Dans une longue lettre Marcel Prenant avait dit à Simon son opinion sur *Unir* qui peut se résumer en ces termes : « Ayant quitté le Parti en 1959, j'ai été l'objet de sollicitations des divers groupes oppositionnels (...) je me suis rendu compte que le plus sérieux, de beaucoup, était *Unir*. » « Les membres de son collectif responsable se sont présentés à moi dans les conditions de la clandestinité aussi stricte que celle dont nous usions sous l'Occupation. Ces conversations, aussi bien que les relations épistolaires nombreuses que j'ai eues avec eux, m'ont toujours laissé stupéfait par leur clairvoyance politique, la netteté de leur jugement, la sûreté de leurs informions et la somme de travail énorme qu'ils doivent nécessairement fournir. Je connaissais personnellement, depuis très longtemps, un certain nombre de membres d'*Unir*. Je pouvais garantir que tous

ceux-là (une quinzaine environ) étaient des militants d'une parfaite intégrité dont certains appartenaient au Parti depuis sa fondation. »

Je rencontrais Prenant que j'avais connu aux réunions du CC et, ensemble, nous nous rendîmes un soir à Levallois chez le Dt Wolfson que nous supposions faire partie des initiateurs d'*Unir*. C'est lui qui m'avait soigné en 1938 à mon retour d'Espagne quand j'étais illégal.

Membre du Parti depuis sa formation, il y avait assuré des tâches de confiance. Dans le long entretien que nous eûmes en cette soirée de 1962, il nous confirma la justesse et l'authenticité communiste d'*Unir*.

J'allais également avec Jeannine à Nouzouville chez Lareppe, vétéran du Parti, un de ceux que l'Huma disait du « chemin de l'honneur » parce qu'il avait admis en tant que député le pacte germano-soviétique... Exclu en 1956 pour antistalinisme, il s'était engagé, comme nombre de camarades de sa cellule dans l'action d'*Unir*.

J'ai eu enfin plusieurs entretiens avec un des représentants du collectif responsable d'*Unir* qui se présenta sous le nom de Jacques Courtois (Voir plus loin).

Son attitude était celle, inimitable, de la camaraderie communiste. Sa conversation sur les sujets les plus divers de la vie récente du Parti, de son histoire, de sa doctrine, attestait de connaissances, d'une capacité de jugement politique du niveau des cadres supérieurs du Comité central du Parti. Nous discutâmes longuement sur les principes d'*Unir* et il développa en les précisant les notions que j'avais vues exposées dans les quelques bulletins que j'avais eus entre les mains.

Le but d'*Unir*, insista-t-il, n'est pas de promouvoir de par sa propre volonté de minorité une ligne politique opposée à celle de l'appareil de direction du Parti, mais de dénoncer les mensonges et les erreurs devant l'ensemble des communistes, afin qu'ils imposent le retour aux principes pour déterminer démocratiquement leur ligne politique. C'est ce que veut exprimer *Unir* par son titre et les mots d'ordre initiaux de son bulletin.

Cette tâche accomplie, m'expliqua Courtois, *Unir* disparaîtrait et ses initiateurs s'étaient engagés à ne postuler à aucune direction, fut-ce à titre honorifique, dans le Parti rénové, afin d'éviter que ne se renouvelle une prise en main par un groupe d'affinité ou de tendance. De cruelles expériences ayant montré qu'une telle action peut être disloquée ou écrasée par les moyens policiers des staliniens, *Unir* fonctionnait selon les règles de la clandestinité la plus rigoureuse. La direction ne pouvait être personnellement contrôlée et les principes de fonctionnement centralisé était simple :

- l'abonnement au bulletin, réservé aux membres du Parti, tenait lieu d'affiliation. Tous les noms étaient inscrits en un seul fichier central que la direction s'engageait à tenir secret. De fait, aucun communiste ne fut exclu pour une fuite de ce côté.
- chacun pouvait lire dans le bulletin toutes les orientations, les options, les actions du mouvement et y exprimer son avis. Les questions importantes entraînaient une consultation générale et un vote par écrit.

Le fonctionnement du système était d'autant plus compliqué qu'il fallait respecter les règles de sécurité. Ainsi pour la correspondance comme pour l'envoi des publications, *Unir* utilisait plusieurs boîtes postales en divers lieux d'expédition.

Le « Collectif responsable » était jugé par tout les camarades sur le contenu du bulletin.

Tout autre forme d'action s'étant révélé impossible ou éphémères, il n'y avait pas d'autres solutions. Il fallait accepter les inconvénients et les risques que comportait ce mode de fonctionnement.

Je m'engageai résolument dans l'action d'*Unir* auprès de Courtois qui, au nom du collectif responsable,

m'exposa que selon la règle générale, et puisque je n'étais plus au Parti, je ne pouvais être formellement membre de l'organisation d'opposition interne qu'était *Unir*. Mon activité devait s'exercer dans la branche ouverte d'*Unir* : l'*Amicale des anciens membres du Parti*, demeurés fidèles aux principes du marxisme-léninisme.

Telle était la formule succincte sur ma carte d'adhérent que je retrouve vingt ans plus tard dans mes cartons- Elle portait au verso la célèbre citation de Lénine sur la nécessité de « *reconnaître franchement son erreur, en découvrir les causes, analyser les circonstances qui lui ont donné naissance afin de les corriger et d'éduquer les masses* ». Elle portait mon nom et la signature du président Prenant. On y voyait aussi le barème des cotisations selon le salaire mensuel de l'adhérent : de 1 franc pour 350 francs, jusqu'à 10 francs au-dessus de 1000 francs, et la gratuité pour les sans ressources. Lors d'une assemblée générale, Lareppe et moi-même avons été élus vice-présidents.

En septembre 1962, avec mon assentiment, le bulletin interne *Unir*, sur une page, et *Débat communiste*, sur 3 pages, publiaient une protestation contre mon exclusion accompagnée de ma biographie de militant. Le 13 octobre 1962, *Le Monde* avait publié une brève information annonçant que, lors d'une assemblée, j'avais été élu vice-président de l'Amicale. Quelques jours plus tard, l'hebdomadaire communiste *France nouvelle* en profita pour publier un de ces méchants articles que j'avais pendant si longtemps admis pour tant de camarades et dont je n'apercevais la perfidie que lorsqu'il me concernait. Il est utile d'en donner un échantillon :

*Complaisante et suspecte la presse de la bourgeoisie est fort peu prolixie lorsqu'il s'agit de faire connaître les justes solutions du Parti Communiste français pour faire échec au pouvoir gaulliste et ouvrir le chemin à une démocratie véritable...*

*Par contre, la même presse étale complaisamment ceux commis par un groupuscule dénommé « Amicale des anciens membres du Parti communiste » et qui compte dans ses rangs Marcel Prenant, Pierre Lareppe et plus récemment Jean Chaintron.*

Tous ces gens ont quitté ou ont été chassés du Parti communiste français pour activité fractionnelle, ou pour un comportement personnel indigne d'un communiste...

C'est toujours quand les forces ouvrières et démocratiques sentent la nécessité de s'unir que les renégats se manifestent ouvertement, trouvant dans la presse bourgeoise une place complaisante et suspecte . *France nouvelle*, 17-23 octobre 1962

Pendant vingt ans, la presse communiste a porté contre *Unir* les pires accusations sans jamais donner la moindre information véritable sur son contenu ni réfuter ses arguments critiques. Il serait utile qu'un historien analyse l'ensemble de ses publications. Les sujets essentiels de l'histoire du Parti et de l'actualité de sa vie politique y furent traités, ceux que taisaient la presse et la littérature du PC, et notamment la démocratisation du Parti et la nécessité d'union de la gauche fondée sur les comités de base.

La plupart des articles d'*Unir* étaient anonymes. Les pseudonymes étaient invulnérables, surtout pour les abonnés. Mais parallèlement *Débat communiste* qui comportait de 20 à 40 pages et dont le tirage en 10 000 exemplaires était diffusé ouvertement dans les kiosques donnait les noms des 25 membres du comité directeur :

Prenant, Chaintron, Lareppe, Amiot, Aymé, Barnley, Borel, Charpier, Comte, Courtois, Coustal, Deshayes, Folgalvez, Gargulo, Gleize, Laguarenne, Lasla, Mania, de Massot, Noaro, Rudel, Salomon, Surbout, Zoppe.

Les articles étaient signés et, en bandeau en bas de page, figurait cette formule de Gramsci :

« *La vérité seule est révolutionnaire.* »

Pour ma part, j'écrivis divers articles sous ma signature, notamment pour la campagne en faveur de Marty, et

participai, avec le socialiste Roger Quillot et le dirigeant du PSU Serge Mallet, le Dr André Salomon et Courtois représentant *Unir*, à une table ronde organisée par Débat sur les questions d'unité (avril 1965).

Le courrier des lecteurs et la critique des livres étaient généralement assurés par notre ami Mania alias Terruel. [14] Il fut sans doute celui d'entre nous qui apporta au Débat la plus importante contribution rédactionnelle .

De solide corpulence, quinquagénaire, il portait droit sa forte tête qu'éclairait un regard bleu profond et sur son visage à peine ridé se lisaient la réflexion teintée d'ironie, les séquelles d'épreuves, la résolution, la gentillesse réservée presque timide. Mes enfants trouvaient dans son allure, sa démarche, ses propos et sa façon de rire, des aspects juvéniles bien qu'ils sachent qu'il avait été prof et directeur d'un collège. Quand il était un jeune instituteur, Mania avait constitué des syndicats d'ouvriers agricoles en Haute-normandie avec un autre camarade, Goanech. Il avait animé leurs grèves au temps du Front populaire.

Arrêté en 1939, il s'était échappé de la prison de Loos lors du bombardement. Puis, mobilisé, soldat fait prisonnier en décembre 1940, il s'était évadé du Stalag XVII en Autriche. De retour dans sa Normandie, il avait créé un premier noyau de résistance, repris contact avec le Parti et était devenu responsable des francs-tireurs et partisans de l'Eure.

Arrêté par la Gestapo en octobre 1943, déporté à Buchenwald, il avait été à la tête de l'organisation secrète communiste du bloc 34. Rescapé, il avait été exclu en 1951 par la direction du Parti communiste français pour un cas de conscience qui vaut d'être évoqué .

Georges Désiré était militant permanent du Parti dans la « Seine-Inférieure » (Maritime). Il était estimé bien qu'une ombre ait passé sur lui : sa sœur était trotskiste. Quand vint la guerre et l'illégalité du Parti, il se crut lavé de cet affreux stigmaté puisque la direction l'avait promu responsable interrégional de l'organisation clandestine. Il devait se garder de la Gestapo qui avait mis sa tête à prix, mais sa perte vint d'où il ne l'attendait pas. En mars 1942, il fut convoqué par le service des « cadres » de la direction du Parti, dans une « cache », une villa à Chatou, près de Saint-Germain-en-Laye dans une grande banlieue parisienne. Il fut exécuté par trois camarades en service commandé et son corps jeté dans la Seine, comme un traître. Quand Mania revint de déportation, il enquêta sur ce cas qui lui paraissait invraisemblable. Il était indigné de voir le Parti perpétuer post mortem les calomnies contre ce camarade Désiré qu'il connaissait bien et dont il savait l'héroïsme et l'innocence. Il fut alors taxé de complicité avec un traître. Dufriche, Leroy ainsi que d'autres dirigeants régionaux et centraux l'accablèrent, et pourtant il persista. Il avait raison : en 1952, la direction du Parti fut contrainte de réhabiliter Désiré et dès lors son nom fut joint à ceux des héros de la Résistance. Sa femme et son fils furent associés à cet hommage.

Trente ans après, Duclos dans ses *Mémoires* dira qu'il « connaissait bien ce camarade courageux victime d'une erreur ». Il n'y eut pas de sanction contre les responsables du crime. Mais Mania fut maintenu dans l'exclusion.

Comme tant de lecteurs de ce bulletin *Débat*, je suis particulièrement reconnaissant à Pierre Mania de m'avoir donné la substance de nombreux livres et documents qui foisonnaient à l'époque et que mon surmenage professionnel et mes modestes moyens financiers m'empêchaient de lire. Il nous fit profiter généreusement de ses loisirs de retraité, de sa capacité de lecture. Dans un style alerte il nous apportait chaque mois la provende glanée dans les plus intéressants ouvrages.

Nous nous apercevions que depuis des décennies les communistes étaient « comme les bigots qui ne lisent et ne voient que selon l'Index du Vatican » .

Un des plus importants mérites d'*Unir* fut sans doute la publication de son Histoire du Parti communiste.

C'était une gageure. Il s'agissait, avec de faibles moyens en un court délai, de combler une lacune, une carence voulue de la direction du Parti depuis trente ans. Quand elle fut entreprise en 1960, c'était une absolue nécessité. Un petit groupe d'anciens communistes ayant participé aux différentes étapes de la vie du Parti établirent un projet de canevas de l'ouvrage qui fut soumis à d'autres témoins et publié dans notre bulletin sollicitant des avis, des documents.

Dans le premier tome paru en juillet 1960 étaient notamment révélées les falsifications concernant le prétendu « groupe Barbé-Célor » en 1930 et expliquées les variations de la politique du Parti au début de la guerre et de la Résistance, notamment l'arrangement de l'appel de Thorez-Duclos du 10 juillet 1940 – sans aucune phrase contre l'occupant nommément désigné.

Le deuxième tome, paru en janvier 1962, dénonçait notamment le numéro apocryphe de L'Huma en 1940 et la tentative de sa reparution légale avec autorisation des occupants.

Le troisième tome, enfin, donnait toutes explications au sujet du rapport Khrouchtchev qu'il publiait intégralement. Il parut en août. L'ensemble de cette histoire comprenait un millier de pages diffusé en 3000 exemplaires. Elle n'avait pas la prétention d'être une œuvre historiens mais elle avait le mérite de réfuter quelques mensonges éhontés sur lesquels le groupe stalinien de direction du Parti fondait depuis trois décennies au moins sa politique et son pouvoir.

La cheville ouvrière des publications d'*Unir* était Maurice Gleize, artisan de l'imprimerie Gutenberg rue des Cloys dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Sans son dévouement, sa compétence professionnelle et ses sacrifices financiers, *Unir* n'eût pu réaliser ses éditions, Si sobres qu'elles soient. C'est pourquoi la direction du Parti accablait d'injures le « mystérieux » imprimeur, faisant semblant de ne pas le connaître pour le calomnier par insinuations.

Pour les nécessités d'une édition du bulletin, je devais le rencontrer une nuit dans son imprimerie au pied de Montmartre. Je me souviens de mes visites la nuit dans son vieil atelier imprégné d'odeur d'encre d'imprimerie.

*– Je t'attendrai dans l'atelier. Avec mon violoncelle, m'avait-il dit au téléphone d'un ton rieur.*

Étant moi-même imprimeur, je me demandais à quoi pouvait correspondre en argot de métier le violoncelle, car la linotypie, c'est plutôt du « piano ». Lorsque je franchis le seuil, il m'attendait en jouant au violoncelle, dans la semi obscurité, une musique, quelque fugue... de Bach, me sembla-t-il. Au milieu de ses énormes machines des casiers de « caractères » et du « marbre », je sentis bien que c'était là une occupation habituelle de ses soirées.

Né à Nîmes en 1907 dans une famille ouvrière, dès douze ans en apprentissage dans une imprimerie, il fréquentait le soir l'école des beaux-arts pour y apprendre le dessin, puis le Conservatoire de musique. À trente ans, marié, père d'un garçon, il exerçait son métier d'imprimeur salarié à Paris, faisant partie en même temps d'un orchestre de violoncellistes.

En 1939, Gleizes fut mobilisé et l'imprimerie fermée. Lorsqu'il revint, en 1940, il la remit en marche mais elle était sous surveillance policière. C'est là, sous couvert d'éditions commerciales, qu'il imprima l'*Humanité* clandestine, Les *Cahiers du communisme*, sous une couverture ayant pour titre *Les Maximes de La Rochefoucauld*, puis le manuel de combat et le journal des FTP, France d'abord. Arrêté le 4 mars 1943, il passa par les prisons de la Santé, Blois, Compiègne pour aboutir au camp de concentration de Neuengamme. Libéré le 2 mai 1945, il retrouva à Paris son atelier en triste état. Quoique handicapé, il reprit

peu à peu, avec la même foi et les mêmes convictions, les activités de l'avant-guerre.

[[http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH296/plaque\\_maurice\\_gleize\\_17\\_rue\\_des\\_cloy\\_s\\_paris\\_18-1ab20.webp](http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH296/plaque_maurice_gleize_17_rue_des_cloy_s_paris_18-1ab20.webp)]

### **Plaque Maurice Gleize, 17 rue des Cloÿs, Paris\_18**

Mais, à partir de 1948, la cabale contre Tito, l'exclusion infamante de Marty et de Dillon, la révélation des crimes staliniens, l'écrasement de Budapest, le bouleversèrent : il voyait son idéal bafoué. Il s'insurgea, avec son franc-parler, fut blâmé, suspendu.

C'est ainsi qu'il devint l'imprimeur d'*Unir*, jusqu'à la fin.

En juillet 1963, dans un numéro spécial de notre bulletin *Débat communiste*, j'écrivis un long article sous le titre : « *Réhabilitons André Marty* », que contresignèrent Marcel Prenant et d'autres. Un comité d'honneur de 100 membres fut constitué, et une carte d'adhérent à cette campagne fut éditée : elle rappelait la biographie de Marty. Par une assemblée générale et un vote par correspondance, fut élu un comité d'initiative dont je faisais partie. Nous pensions qu'un large mouvement populaire permettrait de ramener la dépouille de Marty au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau des anciens d'Espagne, ce qui donnerait lieu à une grande manifestation contre les fossoyeurs du Parti.

Sans atteindre cette ampleur, la campagne eut assez de retentissement pour que la direction thorézienne sévisse contre des centaines de militants communistes. Citons, parmi eux, le cas de Roger Pannequin parce qu'il est un des plus significatifs. Solide, fougueux, dur au labeur comme au combat, bon vivant, de sentimentalité prompte, cet enfant des corons du Nord était instituteur socialiste quand vint la guerre de 1939. Mobilisé, fait prisonnier, il s'évada et rejoignit la résistance armée. Repris, il fut envoyé en forteresse d'où il s'évada encore pour reprendre le combat. Arrêté une troisième fois, il était destiné à la fusillade quand un commando FTP le libéra. Il fut promu commandant franc-tireur-partisan du Pas-de-Calais et des départements voisins. En 1944, il militait au Parti communiste et fut élu membre du Comité central, un des responsables de la Section d'organisation, puis dirigeant de l'école nationale des Cadres. Dès 1953, à cause de son franc-parler et de sa liberté d'action, il était en disgrâce. Il envoya à notre bulletin, pour publication, en février 1964, une lettre qui entraîna son exclusion. Les termes en étaient si vigoureux que cette conséquence était prévisible.

*Je suis de ceux qui votèrent en session du Comité central du Parti les sanctions contre les camarades André Marty et Charles Tillon. Je fais partie des lâches qui levèrent le bras sur commande pour être tranquilles, pour conserver leurs galons mal cousus. Huit mois plus tard, c'était mon tour. Je n'ai eu que ce que je méritais. Puisque j'avais participé au « système » contre les camarades Marty et Tillon, il était normal qu'à mon tour j'en sois victime. Je souscrivis de tout mon cœur à la campagne de réhabilitation – humaine, morale et politique du « camarade Marty », si, malgré mon attitude passée, vous voulez bien m'accorder cette possibilité de racheter un vote dont j'ai compris trop tard la criminelle signification. Roger Pannequin – Débat communiste, n° 24, 15 février 1964*

Cette action est, je crois, l'unique exemple dans l'histoire des partis communistes d'une campagne de solidarité envers des exclus. *Unir* fut une sorte de samizdat avant la lettre et jusqu'alors la plus importante et la plus durable opposition. Quoi qu'on puisse penser de l'action d'*Unir* et de ses participants, il est faux de les tenir pour négligeables. Certains de mes camarades, devant d'inéluctables inconnues, soucieux de la réputation de vigilance politique, ont adopté la formule « dans le doute, abstiens-toi » - Ceux dont je suis ont considéré que devant le mensonge « l'abstention est complicité ».

Au risque, dont je me moque, de passer pour un niais, j'assume franchement ma contribution à *Unir* et je porte grande estime à tous ceux qui, par cette voie ou par d'autres, ont collaboré à la recherche de la vérité.

...

## La rencontre de Grenoble

« L'Amicale des anciens membres du Parti communiste français », fondée par Unir, n'atteignit pas grande ampleur – 5000 adhérents environ – et ne dura que trois années. C'était peu si l'on pense que c'est par centaines de milliers que se comptaient les « ex-communistes » de plusieurs générations.

Quelles étaient donc les raisons qui empêchaient le regroupement de ces communistes écartés ? D'abord, ils avaient au cœur une déception profonde d'un grand amour trompé, les ressentiments personnels contre l'injustice qui leur était faite, la lassitude que l'on ressent lorsque l'on s'aperçoit que l'effort était vain, l'allergie à l'exploit que peut éprouver l'acrobate qui s'est cassé la gueule, le désenchantement du prêtre défroqué...

Il faut remarquer d'ailleurs que les sujets qui avaient provoqué la rupture étaient très différents, parfois même opposés chez les uns et les autres. Ainsi, par exemple, tels s'étaient insurgés parce que le Parti tardait à répudier le sectarisme alors que d'autres étaient offensés, offusqués du scandale de la dénonciation publique de ces tares auxquelles ils avaient participé. Tels considéraient que le PCF se faisait trop opportuniste et « social-démocrate » au lieu de suivre Trotski dans la rigueur des principes, ou Mao dans l'extrémisme de gauche. D'autres lui reprochaient de freiner la ligne de libéralisation et de détente internationale inaugurée par Khrouchtchev.

C'était triste de voir fonctionner chez des antistalinien un stalinisme à rebours. Ils se complaisaient à mettre en cause des individus considérant que le principal pour l'efficacité était de les démolir, tandis que pour d'autres l'essentiel était de dénoncer le système qui les engendrait ou permettait aux plus mauvais aspects de la nature humaine de prendre le dessus. Les idées personnelles si longtemps refoulées se donnaient libre cours. Il était difficile de les coordonner.

Le mouvement d'*Unir*, de l'*Amicale* et du *Débat* ne présentait pas une ligne politique, une plate-forme de regroupement attractive puisqu'il se fixait précisément comme objectif de lever les embûches pour que ce soit démocratiquement l'ensemble du Parti et du peuple qui les détermine. Il s'ensuivait qu'il n'avait pas d'organisation, pas d'esprit de parti, pas de chefs charismatiques, pas de leader d'enthousiasme et de rassemblement. Ses participants n'avaient pas d'attache, pas d'engagement concret. Ils se sentaient marginalisés comme d'anciens joueurs mis sur la touche, ne touchant plus la balle, n'ayant même pas le cœur à être « supporters » d'un jeu décevant, ayant le sentiment d'être définitivement hors jeu.

Enfin, même si les fanatiques du militantisme voyaient la faiblesse humaine, il faut bien reconnaître que pour la plupart ces camarades si longtemps engagés, si totalement absorbés par le tourbillon des « tâches » révolutionnaires, aspiraient enfin au repos du guerrier. Ils découvraient ou redécouvraient les satisfactions de la vie familiale, les pieds dans les pantoufles devant la télé ou les agréments des loisirs et des plaisirs communs. J'avoue que je participais ou que je cédaï plus ou moins à tous ces sentiments, à ces sensations. Certes, j'avais avec *Unir* des liens constants et je jouais un rôle concret dans les activités de l'*Amicale* et du *Débat communiste*. Mais je me sentais isolé dans un groupuscule coupé de l'action des masses efficaces, pareil à une mouche du coche.

Je pouvais bien, malgré mon exclusion, fréquenter, en simple adhérent, des organisations de masse auxquelles j'avais appartenu – syndicats, Secours populaire, anciens résistants, ex-internés, anciens combattants, amis de l'URSS ou de la Tchécoslovaquie, Amicale des anciens volontaires d'Espagne..., etc. Mais elles étaient toutes contrôlées par le Parti, et je m'y trouvais mal à l'aise, comme un renégat dénoncé, un déchu, un canard boiteux, un objet de réprobation plus ou moins toléré, bref comme un chien dans un jeu de quille.

C'est à ce moment là que je fus attiré par un nouveau courant qui me semblait porteur des plus grands espoirs.

Les colloques socialistes auxquels j'avais participé s'élargissaient et préparaient une importante rencontre nationale qui eut lieu à Grenoble. Je retrouve la liste des 47 membres du Comité d'initiative dans laquelle je figurais avec des gens qui tous étaient de bonne compagnie. Je citerai quelques noms, non tellement à cause de leur notoriété mais parce qu'ils étaient de ceux que je connaissais le mieux : Pierre Bérégovoy, Georges Brutelle, Jean Daniel, Jean-Marie Domenach, Maurice Duverger, Claude Estier, Robert Fossaen, Marc Heurgon, Gérard Jaquet, Serge Mallet, Edmond Maire, Gilles Martinet, André Salomon, Alain Savary, Georges Servet, pseudonyme de Michel Rocard.

Les quelque 500 assistants appartenaient à toutes sortes de tendances politiques ou syndicales ; *Parti socialiste, PSU, Radicaux, CGT, CFDT, clubs de progrès, les Jeunes Agriculteurs, le Club Jean-Moulin, le Club des Jacobins*, et ce que le PC appelait des « groupuscules gauchistes ». Le Parti communiste boycottait cette initiative mais nous étions un petit groupe de *Débat* et d'*Unir*, notamment le Dr André Salomon, l'écrivain Pierre Mania et moi-même, pour représenter des milliers de dissidents considérés comme des communistes authentiques. Il est impossible de donner ici la physionomie des débats qui se poursuivirent deux jours durant, non seulement en séance plénière mais dans 7 groupes de discussion. Jamais durant toute ma vie de militant je n'avais entendu une assemblée débattre de tant de problèmes cruciaux avec autant de liberté, de compétence et de probité. Les options qui en découlaient me semblent encore aujourd'hui à l'ordre du jour, cent fois plus valables qu'un programme catalogue de revendications résultant de compromis en chambre par des états-majors politiques.

Des assemblées régionales semblables à celle de Grenoble eurent lieu à St. Briec, Marseille, Lyon et Brive. Je participai à cette dernière le 24 janvier 1967 Il y avait là 200 délégués venus de Haute. Vienne, Corrèze, Creuse, Dordogne, Lot et Aveyron ; J'avais connu nombre d'entre eux vingt ans auparavant dans cette région où j'avais fait de la résistance et exercé les fonctions de préfet à la Libération.

Le principal sujet débattu fut l'agriculture. J'entendis des paysans faire des exposés d'une haute tenue, alliant connaissances, valeur intellectuelle et bon sens social. C'était à douter de ce marxisme élémentaire qui attribuait au seul prolétariat le rôle d'avant-garde. C'est à l'occasion de cette assemblée que je fis plus ample connaissance avec Michel Rocard [15]. Le discours improvisé qu'il y prononça était de cette éloquence sobre, nourrie, dense, concrète plutôt que d'effets oratoires et de rouerie politicienne Je l'avais déjà entendu à Grenoble, sous le pseudonyme de Servet Haut fonctionnaire, inspecteur des Finances, il était alors tenu à une certaine réserve. Il venait de s'en libérer pour prendre au PSU des fonctions politiques et en être le candidat aux élections législatives dans la région parisienne – circonscription des Yvelines.

Il m'apparaissait de même compétence et de même probité politique que Mendès France mais avec une orientation plus à gauche et quelque vingt ans de moins.

Le PSU – *Parti socialiste unifié* – m'attirait car il avait pour raison d'être et but prioritaire de surmonter la division fatale de la classe ouvrière. Il voulait réaliser la réunification non par des combinaisons opportunistes ni par une discipline de caserne, mais par la discussion démocratique constante entre toutes les tendances. Il était principalement composé de militants qui, las de voir leurs efforts unitaires accomplis depuis trois décennies au sein de leurs partis respectifs inéluctablement voués à l'échec, avaient entrepris de prouver par l'exemple que l'unité était réalisable.

Tout cependant n'allait pas sans difficulté. Certains éléments, profitant de la liberté des tendances, tentèrent d'imposer la leur exclusivement. N'y parvenant pas, ils partirent, et la volonté démocratique unitaire persista. Cet état d'esprit correspondait à mes vœux. En octobre 1967 j'adhérai au PSU. Dans son journal, *la Tribune socialiste*, parut ma lettre d'adhésion adressée à son secrétaire national d'alors, Michel Rocard. *Le Monde* du 20 octobre en fit écho en mentionnant mes titres, accompagnés de ce rappel désagréable : « Exclu du Parti

communiste pour déviationnisme... »

Mes camarades d'*Unir* me firent quelques reproches « Si ton adhésion au PSU constitue un ralliement à un port d'attache valable [...] il est dommage que nous n'en ayons pas discuté et que l'ensemble des camarades soient mis devant le fait accompli [...] Cependant, tu es libre et *Unir* exposera tes raisons. » Je reconnus avoir manqué de correction à leur égard et j'appréciai l'esprit libéral dont ils faisaient preuve.

Je trouvais au sein du PSU une atmosphère agréable. Hélas, ses ressources financières et par conséquent ses moyens d'expression étaient très limités. Il fut marginalisé par les grands pontes socialistes et communistes. Cependant, la ligne générale du PSU était résolument « plus à gauche » que celle des Partis socialiste et communiste.

Nombre de ses militants, formés dans la vie politique, en avaient gardé l'esprit de parti ou de combinaison, et la libre confrontation des tendances pour déterminer l'unité d'action dégénérait souvent en une âpre compétition entre groupes pour conquérir la direction. Les pertes d'énergie en batailles internes compromettaient son efficacité. Le phénomène scissionniste réapparaissait chez les militants les plus résolus. Comme en 1920. Était-ce donc inéluctable ? Le centralisme démocratique qui était apparu comme le remède s'était révélé à l'usage pire que le mal dans le totalitarisme. La démocratie est certes le principe intangible du socialisme mais elle requiert l'information honnête, non les roueries politiciennes et la discipline fanatique.

Je n'allais pas pouvoir demeurer plus d'un an dans la louable mais utopique entreprise du PSU et je décidai de l'abandonner à ses tiraillements.

## Flambées de révolte

On aurait pu, en ce début d'année 1968 à Paris, chanter « Tout va très bien, madame la Marquise » – De Gaulle, l'homme providentiel – régnait sur la destinée de la France.

Khrouchchev avait été mis à l'écart du pouvoir, mais sa politique de coexistence pacifique était reconduite par Brejnev, quoique un peu assourdie. En France ? Le PCF était enfin sorti du ghetto. Waldeck Rochet, qui avait succédé à Thorez, impulsait depuis quatre ans une politique d'ouverture et d'union, qui avait porté le Parti, aux législatives de mars 1967, à la tête de toute la gauche, avec un million de voix regagnées.

Tout semblait donc aller très bien pour le PCF... mis à part quelques anicroches avec les Etudiants communistes qui rechignaient à se mettre au pas. Successivement alternaient chez eux une tendance à l'ouverture, dite « italienne », puis une tendance gauchiste révolutionnaire. Nombre de ces jeunes intellectuels dissidents communistes, allaient devenir des lieutenants de la révolte, notamment Krivine, qui fonda la JCR trotskiste.

Jeannine et moi avions quelques échos, quelques reflets de ce malaise qui régnait dans l'Université par nos enfants et par les étudiants en médecine avec lesquels j'avais gardé des relations. Ils militaient à l'UNEF sous la vice-présidence de Sauvageot. Nous avions aussi à Copédith des rapports avec des auteurs de diverses publications : le *Bulletin du SNEPsup*, animé par Geismar [16] et Hertzberg que nous apercevions à l'imprimerie. Nous imprimions les bulletins du PSU et une revue d'avant-garde intitulée Cahiers pour l'analyse, inspirée par Lacan, conduite par Jacques-Alain Miller, son gendre, et sa fille Judith. Avec Jean-Claude Milner, ils introduisaient Freud dans les analyses des problèmes sociaux et révolutionnaires.

Et puis Mai 68 nous tomba dessus. Dès le 13 mai notre entreprise fut en grève mais non passivement : on n'imprimait plus pour la clientèle « bourgeoise » mais on tournait à pleins bras, sans salaire, pour éditer les tracts du quartier Latin et des comités syndicaux d'entreprise.

Des militants de l'UNEF et du SNEPsup enthousiasmés par notre expérience d'autogestion nous proposèrent de venir en parler à la Sorbonne dans une assemblée qui avait porté cette question d'autogestion à l'ordre du jour. J'y allai le 28 mai avec cinq ou six Copédithiens. On s'attendait à une petite réunion d'étude. Or c'était une sorte de meeting confus avec 300 participants. Pas de présidium, car c'était autoritaire et désuet, mais des orateurs se succédant sur un tréteau, entourés de gars portant un brassard blanc pour assurer une certaine discipline, sécurité et ordre. Certains intervenants parlaient de leur place, dans l'assistance. On entendait parler des exaltantes réalisations autogestionnaires dans le monde et dans le temps, notamment en Algérie, ce que je savais invraisemblable, et dans l'Espagne républicaine, ce dont je doutais fort pour y être allé et n'avoir rien vu de semblable.

C'était du rêve et de l'agitation, non un débat utile. Nous n'interviendrions pas.

Mais soudain, un brouhaha, un remue-ménage, la salle se vida : Cohn-Bendit, maquillé, ses cheveux roux teints en noir, avait passé clandestinement la frontière et faisait son entrée dans la cour de la Sorbonne. Ce fut un beau charivari !

Le mouvement de 1968 fut un événement historique « globalement positif ». Il a ébranlé le système archaïque de domination et récusé les usurpateurs de pouvoir populaire en répudiant leurs tabous idéologiques ou religieux, leur fanatique « esprit de parti » et leurs idéologies fallacieuses. Il a fait apparaître la nécessité d'une authentique démocratie contestant notamment les dominations : celle des privilégiés de la

fortune ou du pouvoir sur l'ensemble des populations, celle des hommes sur les femmes. celle des vieux parvenus sur les jeunes.

Il a montré que le problème de la société humaine se pose mondialement. La croissance indéfinie et la surconsommation du tiers de l'humanité au détriment des deux autres voués à la misère, au mépris de l'écologie, compromettent le présent et l'avenir de la vie sur la terre et portent en elles la menace de la guerre atomique.

Les flammes de la révolte estudiantine et du grand mouvement qu'elle avait déclenché s'étaient éteintes en France, en cet été 1968, mais à l'Est persistait une lueur d'espoir, celle du renouveau communiste qu'on avait appelé « le Printemps de Prague ». J'avais à l'égard de la Tchécoslovaquie un double sentiment de sympathie et de remords. Je l'avais tant méconnue avant de l'admirer. Durant la guerre d'Espagne, j'avais vu les canons antichars ou antiaériens dont était dotée l'armée républicaine porter le nom des usines Skoda. J'avais connu aussi en Espagne des volontaires antifascistes tchécoslovaques : ils étaient plus de 2000 dans les Brigades et parmi eux Gérard London. [17] Mais mes connaissances étaient bien limitées. Dans la semi clandestinité où je me trouvais à mon retour d'Espagne j'avais rencontré des camarades tchécoslovaques qui appartenaient à la MOI, organisation semi légale du Parti. était de « bons copains ». Parmi eux, deux personnalités entrevues alors émergent aujourd'hui en ma mémoire à cause sans doute de leurs qualités exceptionnelles et de la notoriété qu'ils ont prise : London et Fried, alias Clément, conseiller instructeur de l'Internationale Communiste auprès du Comité central du PCF.

Plus tard, dans les années cinquante, par mes séjours en Tchécoslovaquie et le procès Slansky-London, j'aurais bien dû savoir de quel socialisme il s'agissait. Or, je fus jusqu'en 1956 vice-président de l'*Association France Tchécoslovaquie* pour vanter l'excellence du régime installé là-bas.

Dans les années soixante, j'avais quelque honte de mes aveuglements passés, mais j'apprenais qu'un courant de renouveau du communisme se levait. Au printemps 68, il avait pris une telle ampleur qu'il portait autant d'espoir que les révoltes de Paris. Et lorsque en août le mouvement était tombé en France, je me consolais en pensant qu'il persistait en Tchécoslovaquie.

Mais l'ultime espoir de Tchécoslovaquie s'achevait par l'occupation et l'immolation par le feu d'un patriote, à Prague. Le printemps de 1968 atteignait l'hiver.

## La résurgence du Secours rouge

Fin 1969 commençait l'ère du gaullisme pompidolien. L'immense général était à la retraite à Colombey-les-Deux-Eglises. La répression s'en prenait aux « gauchistes » dont les organisations étaient frappées d'illégalité et certains militants emprisonnés. Ce n'est qu'à grand peine qu'ils obtenaient quelques atténuations de la rigueur pénitentiaire sous le titre traditionnel de régime politique.

Au lieu de les défendre et de les soutenir, la direction du PCF criait haro sur le baudet, sous l'épithète péjorative de « groupuscule ». Je me souvenais des années 1930 où le *Secours rouge*, sous obédience communiste, assurait la solidarité de tous les emprisonnés politiques, fussent-ils anarchistes. Tout avait changé depuis le temps où je militais à cette organisation. Elle s'était convertie en « *Secours populaire* », toujours sous patronage communiste, et avait abandonné sa vocation initiale de lutte contre la répression pour se cantonner dans un rôle de bienfaisance humanitaire.

Pourtant, au début de 1970, je reçus un soir chez nous la visite de quelques militants de 1968, dont la fille de Prenant, Jeannette Colombel, qui me demandèrent d'apporter mon concours à leur initiative : ils voulaient faire renaître un *Secours rouge* semblable à celui dont j'avais été secrétaire national trente-cinq ans auparavant. Je devais, disaient-ils, leur apporter mon expérience. Un comité d'initiative fut constitué, comprenant notamment, autant que je puisse me souvenir, Sartre, Gisèle Halimi, Charles Tillon, Robert Davezies, Roger Pannequin, Vercors et Georges Montaron, de Témoignage chrétien. Il fut entendu que je serais formellement le responsable provisoire en attendant que les statuts soient légalement déposés et qu'un président soit élu en congrès. Les buts et principes de l'association étaient simples : Unir tous les efforts pour défendre et secourir toutes les victimes de la répression sans distinction de tendances politiques. Nous commençâmes notre campagne par des réunions, des tracts et journaux. Il y avait beaucoup à faire : nous connaissions 186 cas allant de la privation d'emploi à un an de prison ferme pour des « délits » tels que publications interdites, inscriptions murales, reconstitution de ligues dissoutes, réunions ou manifestations non autorisées, occupation de locaux, violences à agents ou port d'armes prohibées. Parmi les condamnés, des professeurs, des surveillants, des étudiants des lycéens et quelques ouvriers.

Le 18 septembre 1970, le nouveau *Secours rouge* tenait un meeting dans la grande salle de la Mutualité à Paris. J'étais parmi les orateurs, non sans un peu d'appréhension car, depuis plus de dix ans, je n'étais pas monté à quelque importante tribune.

J'observai du haut de la tribune un autre phénomène significatif. Je vis comment s'y prenaient les chefs de file de diverses tendances qui se succédaient devant le micro. Ils truffaient leurs propos de quelques slogans anticommunistes primaires ou antigauillistes secondaires, à destination de leurs adeptes, groupés en tel coin de la salle, et ceux-ci claquaient en cadence. Certains connaissaient même des phrases de consensus qui satisfaisaient tout l'auditoire. C'était comme une messe : l'officiant déclenchait les répons, les assis, les debouts, les extases. Ainsi le fanatisme, l'embrigadement se reproduisait dans ces jeunes générations contestataires, et j'en étais navré car l'union me semblait impérieusement nécessaire.

J'éprouvai dans les temps qui suivirent une déception plus profonde. Je m'aperçus que dans les réunions intérieures de coordination les clivages publics étaient organisés. Je revois notre petit cénacle du *Secours rouge* réuni au domicile de Sartre, avec Tillon, Pannequin, Davezies et une quinzaine d'autres militants, les uns assis, les autres debout ou accroupis. Pas moyen de s'entendre ; il y avait des conciliabules, des petits papiers qui s'échangeaient, des allées et venues. J'appris bientôt que dans les bistrotts alentour siégeaient des groupes dirigeants des différentes chapelles qui négociaient les positions tactiques de leurs émissaires à la réunion de sommet.

A Paris, sous la couverture du *Secours rouge*, on dévalisait le magasin d'alimentation de luxe Fauchon pour

distribuer du caviar aux miséreux et on faisait une manifestation de violence à la basilique du Sacré-Cœur sous prétexte qu'elle avait été construite au siècle dernier en expiation de la Commune de Paris. Mains autres éclats de ce genre étaient imputés au Secours rouge, fournissant prétexte au gouvernement qui lui refusa la légalité. Il restait donc à l'état de comité d'initiative et, comme j'en étais responsable provisoire, j'en devais répondre devant la justice. J'ai conservé une dizaine de ces feuilles bleues de la Préfecture de police : convocations, enquêtes, auditions, notifications qui m'étaient signifiées.

Toute cette activité n'arrangeait pas les affaires de *Copédith* car chaque semaine je devais interrompre mes travaux professionnels pour des commissions rogatoires ou des comparutions. Je m'y montrais naturellement solidaire des infractions ou délits exubérants dont je ne savais pas grand-chose, et s'accumulaient contre moi des inculpations quasi indéfendables. Ce Secours rouge sur lequel nous avions fondé nos espoirs pour une action de masse dans l'union s'effiloçait, se réduisait en un noyau sectaire et devenait un spectre aux yeux des simples gens.

En mars 1971, tout effort de cohésion se révélant vain, nous décidâmes, Tillon, Pannequin et moi-même, de nous retirer de ce comité. En moins de deux ans le *Secours rouge* tomba en capilotade, son siège fut incendié, et je restai avec des tracasseries judiciaires sur les bras. Encore une fois l'amitié me tira d'embarras : par je ne sais quel prodige, mon avocat, Me Dufour m'évita les foudres. Il ne partageait pourtant pas nos convictions révolutionnaires mais sans doute comprenait-il la générosité ou satisfaisait-il quelque éthique honorable. Cette amère expérience ne me désespérait toujours pas.

# Les initiales CIC

Sous le vocable de « normalisation », les forces militaires et les agents politico-policiers de l'Union soviétique restaient à pied d'œuvre en Tchécoslovaquie : selon le diktat, l'occupation ne devait durer que quelques mois. Elle durait depuis plus d'un an. Elle s'éternisait et faisait des ravages : Dubcek était destitué et remplacé par le collaborateur Husak dont le rôle était de soumettre le pays au totalitarisme soviétique. 500 000 membres du Parti étaient exclus, les privations d'emploi et les emprisonnements se multipliaient. L'économie et l'intelligence nationales se dégradaient. De nombreux camarades se sentaient contraints à l'exil. Notre groupe de dissidents d'*Unir* pratiqua d'abord la solidarité de façon artisanale puis il participa à l'organisation d'un comité d'aide plus ample et durable qui, le 5 janvier 1970, publiait une déclaration de soutien au peuple de Tchécoslovaquie pour un « socialisme à visage humain ».

En juin 1970, ce fut l'« *Appel des quatre* ». Quatre exclus : Garaudy, l'exclu de la dernière cuvée, Jean Pronteau et Kriegel-Valrimont jetés à la trappe en 1962, Tillon qui, en instance d'exclusion depuis 1952, venait de l'être définitivement par sa cellule d'Aix. Avec l'autorité de leur commune distinction d'anciens membres du Comité central, voici ce qu'ils proclamaient :

*Certains d'entre nous se sont tus pendant dix ans [...] Il n'est plus possible de se taire [...] et il est inconcevable d'accepter la « normalisation » ni le « centralisme démocratique » inspiré du modèle soviétique, aboutissant au blocage politique.*

N'y avait-il pas bien longtemps que ce silence était coupable ? Comme le chantait Guy Béart à la radio, « le premier qui dit la vérité... doit être exécuté ».

Les « premiers » s'étaient succédé combien de fois dans le monde communiste en 1920, en 1926, en 1931, en 1936, en 1939, en 1956, en 1968... Combien de vagues ? Les dissidents d'un temps avaient considéré, selon l'adage militaire, qu'avant l'heure, ce n'était pas l'heure. Après l'heure non plus... L'heure, c'était l'heure, c'est-à-dire la leur. Successivement, ils s'étaient distingués des précédents et des suivants. Ainsi les vagues mouraient et se constituait un phénomène lent de sédimentation. Nous, les contestataires d'*Unir*, allions essayer de parer à cette lamentable fatalité. 68 camarades reprenaient en l'élargissant l'*Appel des quatre*. Bientôt 700 signatures se joignirent aux nôtres au bas de la déclaration d'initiative. Le 22 janvier 1971, salle Lancry à Paris, se réunissaient tous ces signataires, et les initiales CIC – Centres d'Initiatives Communistes- devenaient le sigle d'une organisation. L'essentiel de l'activité fut un bulletin mensuel intitulé Action qui eut 3000 lecteurs mais s'épuisa après 6 numéros.

Au sein même de notre comité, des tendances s'affrontaient ouvertement dans les discussions, ce qui était normal, mais ce qui était moins, c'était les manœuvres sourdes de clans, notamment contre les partisans d'*Unir*, en général moins enclins aux outrances gauchistes. Ainsi, ce que nous avions voulu : un centre de ralliement, devenait un lieu de grenouillage politicien. C'était curieux de voir ces anciens communistes si disciplinés quand ils étaient dans l'esprit de parti stalinien être aussi dispersés depuis leur déconditionnement récent. Qu'on était donc loin du but initial ! L'entreprise sans ampleur se déchirait en tiraillements et, au lieu de trouver des bases populaires, elle rassemblait de pseudo théoriciens de la révolution, des déçus de 1968, des trotskistes honnêtes et doctrinaires, des maoïstes en mal de « révolution culturelle », des mythomanes qui croyaient renouveler en farce le noyau léniniste de Lausanne. Dans une réunion des militants et membres du comité de rédaction d'*Unir* qui se tint en banlieue, Courtois et les camarades qui militaient aux CIC rendirent compte de cette situation. Ils étaient las de se dépenser en tâches pratiques tandis que des politiciens échafaudaient des théories. Ils polissaient leurs phrases et s'efforçaient de capter le mouvement au profit de telle ou telle chapelle d'extrême gauche. Les militants d'*Unir* décidèrent de se retirer des postes de responsabilités militantes des CIC sans cesser toutefois d'en être membres, et sans les combattre. Courtois et Codou notamment cessèrent leurs fonctions activistes. Les CIC s'effilochèrent, le bulletin Action s'éteignit peu après. L'initiative se révéla aussi éphémère que les dizaines d'opposition qui jalonnaient le demi-siècle d'existence du PCF.

## Encore un espoir perdu ?

Je me consolais en pensant que c'eût été pire si nous n'avions rien entrepris.

À *Copédith* des difficultés extraordinaires surgirent. En application d'un plan d'urbanisme prévoyant l'élargissement de la rue de Flandre Copédith était expropriée d'une partie de ses locaux, installés des deux cotés de la rue. Plus moyen de fonctionner Il fallait déguerpir en hâte.

Le transfert rue Amelot fut onéreux : déménagement de lourdes machines réinstallation, arrêt de la production. Pis : faute de capitaux, on s'était contenté d'un local de construction ancienne dont les sols étaient insuffisamment solides. Après quelques mois, il fallut se transférer rue des Ardennes. Cette double épreuve nous amenait encore au bord de la faillite, et la crise économique apparaissait à l'horizon. Les fondateurs de *Copédith*, les travailleurs qui depuis sept ans la sustentaient d'une partie de leurs salaires, étaient las de se sacrifier à sa survie. Devant la demande d'une nouvelle participation, nombre d'entre eux baissèrent les bras. Adviene que pourra.

Heureusement, un de nos riches clients, intéressé par notre production plus que par nos conceptions sociales, qu'il jugeait sans doute irréalistes mais qu'il tolérait dans une certaine mesure, prit part au capital et nous tira des embarras financiers.

Notre entreprise d'autogestion se mua en société anonyme de statut capitaliste ne gardant de ses origines idéalistes qu'une certaine participation et une bonne camaraderie. C'est une imprimerie d'une trentaine de personnes d'assez bonne réussite sur le plan professionnel mais l'essentiel, ce que nous avions rêvé sur le plan social, s'était révélé irréalisable.

## Un regrettable sabotage

En 1972, le mouvement *Unir* entrait dans sa vingtième année. Si, contrairement à tant d'autres, cette opposition communiste avait subsisté, c'était grâce à son organisation extraordinaire : un collectif responsable composé d'une dizaine de membres du Parti communiste, donc secret, s'entourant de militants éprouvés, bénévoles, dont les noms pouvaient être connus puisqu'ils étaient exclus. La consultation démocratique de l'ensemble des membres se faisait par courrier, par des rencontres et par la lecture des questions posées dans le bulletin *Unir*. Pour toutes les liaisons par téléphone on faisait usage de pseudonymes et de cabines publiques. Le courrier, y compris le routage du bulletin, aux membres du Parti, était expédié dans des enveloppes closes d'allure variable, sans signe extérieur d'expéditeur, avec des lieux d'envoi et boîtes postales diversifiées.

L'impression était confiée à Gutenberg, dont le patron était Maurice Gleize, communiste résistant, déporté, irréprochable. Les ressources financières étaient constituées par les abonnements, les souscriptions périodiques au prorata des moyens de chacun.

Toute l'action d'*Unir* était fondée sur le militantisme bénévole. Il n'y avait pas de permanent appointé alors que selon mon expérience militante il y avait du travail pour 5 : organisation de réunions et de rencontres semi clandestines, rédaction et administration du bulletin et surtout une correspondance personnalisée d'au moins 50 lettres par jour. Une camarade, Geneviève Deroin, assurait depuis dix ans la trésorerie. Afin de ne pas élargir imprudemment les secrets, Marcel Prenant fut, seul pour nous tous, habilité à contrôler la gestion, ayant en main l'ensemble des pièces attestant de la correction scrupuleuse des opérations, de l'honnêteté des recettes et de la rigueur des dépenses, tant du point de vue comptable que des considérations politiques.

Au cours de dix années, je signai une vingtaine d'articles de mon nom véritable dans le bulletin. Il y eut parfois discussion de mes points de vue mais jamais il n'y eut la moindre censure, la moindre déformation de mes propos, la moindre pression pour les modifier contre mon gré. Et je n'ai connu aucun camarade qui ait été traité autrement. Quand le Parti se déstalinisa quelque peu et se démocratisa, la profonde clandestinité d'*Unir* parut moins nécessaire, et quelques camarades ironisèrent, parlant de « Don Quichotte » et de « Fantomas ». Un camarade représentait la direction clandestine sous divers pseudonymes, dont Courtois, Georges, Jacques et Tocco.

C'était un homme de 1,65 mètre, alerte, quinquagénaire. à la chevelure noire ondulée, plutôt courte, à peine grisonnante, une petite moustache à la Charlot sur une bouche volontiers riante. Des traits réguliers, des yeux marron foncé, un regard plutôt profond que vif, une tête ronde au teint basané, un type presque napolitain, toujours vêtu correctement. Il parlait d'abondance avec une pointe d'accent méridional mais savait aussi écouter attentivement et s'émouvoir, s'indigner, s'enthousiasmer et parfois s'esclaffer de toute sa personne. Il vous serrait la main sans mollesse, l'air épanoui, franc, aimable, sympathique. Il pouvait aussi bien passer pour un intellectuel décontracté que pour un ouvrier émancipé, un représentant de commerce, un artiste ou un instituteur.

En 1972, le Parti entrant dans la politique unitaire et ne prononçant plus d'exclusion la tâche d'*Unir* était facilitée. Le bulletin *Unir* paraissait avoir contribué à ce dégel, et sa diffusion se développait.

C'est alors que survinrent des difficultés. En juillet 1973, notre ami Gleize fut contraint de vendre son imprimerie à cause de difficultés financières et, bien que *Copédith* ne soit pas techniquement approprié à ce genre de travail, nous imprimâmes deux ou trois numéros en attendant de trouver un autre endroit mieux adapté. Pendant quelques mois Courtois et sa femme Ginette vinrent participer à ce travail et je pus me rendre compte de leurs aptitudes militantes et de leur bonne camaraderie. Avec eux fut établi un autre système d'édition plus économique.

Survint alors une divergence de vues entre les militants d'*Unir*. Courtois et le comité responsable considéraient qu'il fallait garder secrets notre dispositif d'organisation et notamment les noms des camarades membres du Parti ayant participé à son action clandestine.

Or nous étions quelques-uns à vouloir davantage d'ouverture. Sur ce débat se greffa une cabale contre Courtois. Depuis longtemps, j'entendais murmurer sur lui des insinuations défavorables sur son passé et sur son train de vie. Fin octobre 1973, je lui en fis part. Il me sembla très affecté et me répéta sur-le-champ, verbalement, un curriculum vitae qui me parut plausible. Mais le surlendemain je recevais de sa part une lettre pleine d'amertume.

J'étais peiné par ces embrouilles mais j'espérais tout arranger en proposant une motion de confiance aux initiateurs dirigeants clandestins d'*Unir*, qui serait publiée à l'occasion du vingt et unième anniversaire de leur initiative avec la signature des militants les plus notoires de notre comité de rédaction. A ma grande déconvenue, je trouvais ces derniers réticents et pour la plupart très critiques à l'égard de Courtois.

C'est donc à titre personnel que j'écrivis dans le bulletin n<sup>Â</sup>° 83 du 15 novembre 1973 sous le titre « *Les mérites et raisons d'Unir* » une longue déclaration rendant hommage à ceux qui ont « consacré tant d'efforts et de sacrifices persévérants à Unir, cette tâche ingrate de rénovation du Parti... sans que la lenteur décevante des progrès ni l'injustice des coups parviennent à dévoyer leur action vers quelque rage anticommuniste... à ceux qui ont contribué aux changements positifs obtenus÷ jusqu'au point qu'*Unir* perde sa raison d'être ». J'accompagnais cette déclaration publique d'une lettre interne au collectif responsable où je reproduisis les accusations infamantes qui circulaient et que je trouvais indignes d'être étalés publiquement.

*Nous sommes un certain nombre de camarades à visages découverts qui, du fait de notre réputation de militants, sommes garants de l'authenticité communiste d'Unir [...] Il paraît évident que Courtois, en raison de ses activités semi-ouvertes qu'il accomplit bien, est peu ou prou connu de la police du Parti, alors que nous, ses camarades, en ignorons tout [...] Les méthodes clandestines d'Unir, si nécessaires à ses débuts, ne peuvent-elles pas être plus ouvertes afin de permettre un contrôle démocratique, donner quelques garanties, satisfaire à la vigilance dans la mesure où les changements intervenus rendent cela possible ?*

Le collectif responsable d'Unir fit aussitôt parvenir copie de ma lettre aux 15 membres du comité de rédaction en l'accompagnant de sa réponse point par point :

*Unir s'appuie essentiellement et prioritairement sur les communistes qui œuvrent au sein du Parti à son redressement et tiennent à leur appartenance.*

*La vigilance consiste pour nous à protéger les secrets qui leur appartiennent et c'est à eux à décider du moment où l'évolution sera suffisante pour modifier nos règles de sécurité.*

*Nous ne méconnaissons pas l'évolution positive du Parti ni non plus sa relativité et les risques qui subsistent... il est décisif que les camarades demeurent en place partout pour consolider et développer cette évolution.*

*Au fur et à mesure que se réduiront les vestiges staliniens, nous pratiquerons l'ouverture d'Unir que nous avons commencée...*

*Nous sommes finalement reconnaissants au camarade Chaintron d'avoir suscité ces explications.*

Dans une lettre du 20 novembre 1973, j'acquiesçais à cette ligne, me déclarant prêt à y participer activement. Alors que je croyais les incidents clos, je reçus le 3 décembre 1973 une lettre du collectif assez acerbe : « *Ton réquisitoire tend à accréditer l'idée fausse qu'il y a une crise à Unir [...] L'ensemble du comité de rédaction à deux exceptions près le désapprouve.* » Je n'étais plus convié aux réunions de cet organisme

et j'étais étonné que les camarades qui le composaient ne soient pas solidaires de ce que j'avais exprimé ouvertement et que plusieurs d'entre eux disaient en catimini.

Mes relations avec Courtois s'espacèrent et s'assombrirent. Pour avoir voulu la clarté, j'étais en disgrâce. Cependant, le bulletin d'Unir continuait et même publiait en annexe un numéro international. C'était l'essentiel. Mais, bientôt, je sus que j'étais tenu également en suspicion par un groupe de camarades qui menaient enquête sur Courtois. Ce fut l'un d'eux, Roger Pannequin, qui, avec son tempérament impulsif doublant ses qualités humaines, m'écrivit en septembre 1974 une lettre pleine de colère : « Je suis obligé de me désolidariser de toi... tu t'es rallié à Fantomas... » Et il me transmettait à ce sujet un résultat d'enquête dont voici quelques traits :

– *Courtois qui mène un train de vie de prince est grassement payé pour désamorcer toute tentative d'opposition au sein du PC.*

– *Il conduit deux voitures qui ont été suivies et dont les cartes grises sont au nom de Tocco. Elles sont entrées au 88, rue du Général de Gaulle à Montigny-lès-Cormeilles, dans un parc de résidence cossue dont les locataires figurent sur l'annuaire téléphonique et les listes électorales sous le nom de Parent. Courtois serait donc Tocco par carte grise et Parent en résidence.*

– *En tant que Tocco, Courtois déclare au fisc ses revenus tantôt comme représentant de la BNC, tantôt comme documentaliste de la « Universal Agency New York » qui serait une agence internationale d'avocats.*

– En 1950 ce Tocco était à Nice sous le nom d'Eusèbe. Et c'est sous le nom de Jean d'Eusèbe Tocco, journaliste, qu'il participa au Congrès de la Paix à Varsovie.

– En 1939, ce Tocco était à la direction de la jeunesse communiste de Marseille et il en fut exclu pour relations policières ; pendant la guerre, il adhéra au *PPF* de Doriot et collabora avec les nazis. Ceci est révélé dans le n°693 (1959) de *France nouvelle*, hebdomadaire communiste qui ajoute que Tocco, indicateur de la Gestapo sous le nom de Jacques Gabin, collabora au journal fasciste *La Gerbe* et gagna l'Italie avec les miliciens de Darnand lors de la Libération.

Plus tard, il rentra en France et se fit passer pour déporté.

– Ensuite le PCF l'a récupéré. Grâce à un dossier accablant contenant les preuves de crimes beaucoup plus graves que détient la direction du Parti, elle a pu prendre en main Courtois et elle l'utilise comme mouchard et provocateur dans les rangs gauchistes et pour faire d'Unir une « opposition maison » dont les ficelles sont tirées par ses services spéciaux.

Avec l'accord du PC, Courtois a des attaches avec des agents gaullistes de Juillet et de Chirac au cabinet de Pompidou et un certain Lemonnier, fasciste notoire.

La femme avec laquelle Courtois vit maritalement a été condamnée à six mois de prison pour pratique d'avortement et il a été lui-même poursuivi pour escroquerie dans une affaire de vêtements de confection.

Dans cette fiche policière tout était contradictoire jusqu'à l'absurde vie de prince, identités multiples, liaisons avec la Banque et le « sionisme », avec les Américains et les Soviétiques, fasciste au service du Parti et condamné de droit commun...

Cela tenait du roman policier et du réquisitoire du genre stalinien, ces procès de Moscou ou leurs imitations en France contre Marty ou Tillon. Il était étrange qu'une enquête menée par des dissidents aboutisse à répéter les accusations de l'appareil du Parti quinze ans auparavant. Il était incroyable que le PC ait utilisé un fasciste pour noyauter des militants, qu'il lui ait compliqué la tâche en l'accablant d'accusations infamantes et

qu'il le charge d'une entreprise qui dénonçait si pertinemment ses défauts. C'était un peu comme si on avait dit que Soljenitsyne, Sakharov et les samizdats étaient manigancés par Brejnev.

Le profil d'aventurier crapuleux ne correspondait pas à ce que je savais de Courtois. Il disait travailler comme décorateur de cinéma dans un studio, rue Fromont, dont la patronne était Madeleine Sologne, et Gleize m'affirmait l'y avoir accompagné. Lorsque notre fils Jean-François s'engagea dans la carrière cinématographique, il lui avait prêté une caméra et lui avait fait rencontrer Roger Boussinot, très qualifié en ce domaine et avec lequel il parlait la langue du métier. Lorsque *Unir* avait organisé un colloque de table ronde, c'est Courtois qui avait apporté un de ces gros magnétophones professionnels. Je l'avais parfois entrevu conduisant une assez puissante voiture qui paraissait non tellement de luxe que de nécessité pour l'exercice de son métier et ses activités militantes qui comportaient de grands déplacements.

Quant à son habitation à Montigny-les-Cormeilles, je savais par notre ami Mania, qui y avait été reçu, que c'était une maison bourgeoise dite « Les peupliers » avec un parc assez approprié aux rencontres clandestines comme on en avait utilisé dans la Résistance, mais dont l'aménagement intérieur était plutôt modestement fonctionnel que luxueux.

Les identités multiples, pseudonymes et faux papiers sont non pas raison de suspicion, mais d'usage courant pour les révolutionnaires. Dans l'illégalité, au PC, on ne demandait pas les noms des responsables.

Courtois avait une carte d'adhérent au Parti sous le nom de Jacques Parent ; il me l'avait montré ainsi qu'à d'autres camarades. Mais, plus encore ses connaissances des théories, de l'histoire et de la terminologie communiste, étaient celles d'un militant chevronné. Notre ami Gleize, ancien déporté, m'affirmait avoir vu, tatoué sur son bras, son numéro du camp de Dachau.

Il pratiquait cette solidarité entre camarades de bonne tradition révolutionnaire ; quand tel couple de bon militants se disloqua, il hébergea dans sa demeure la femme abandonnée pour atténuer le choc de la rupture ; quand tel copain déboussolé par une séparation conjugale risqua de faire un malheur, il s'ingénia à éviter le pire ; quand je fus dans les affres de ma gestion de *Copédith*, il me réconforta et m'apporta l'appui de ses copains expérimentés ; quand tel de nos plus anciens et prestigieux dissidents venait à Paris, Courtois qui assurait sa sécurité ; quand les militants du Printemps de Prague se réfugièrent en France, il participa activement à leur accueil.

Il était vrai qu'il fabulait, notamment sur son passé, mais je pensais que c'était pour dissimuler son identité ou peut-être pour se donner autorité auprès de militants éprouvés dont il était devenu responsable et qu'à cela s'ajoutait une tendance de Tartarin. Mais je connaissais tant de héros de la Résistance ou du Parti dont la réputation s'accommodait de légendes et d'exploits surfaits que je ne m'en indignais pas outre mesure.

Les ressources financières qu'on prêtait à Courtois ne devaient être guère importantes car j'avais constaté cent fois que, s'il n'était pas avare, il était du moins très ménager de l'argent d'*Unir* comme du sien. D'ailleurs c'était par manque d'une assez faible somme qu'on avait perdu l'imprimerie Gutenberg qui éditait *Unir*. Les aptitudes et capacité de travail de Courtois que j'avais pu apprécier lui auraient permis de faire beaucoup plus de fric dans une affaire individuelle ou commerciale que comme aventurier militant, agent mouchard ou provocateur.

Les relations douteuses qu'on lui supposait n'étaient pas plus compromettantes que celles que peuvent avoir tels journalistes ou historiens pour les nécessités de leurs recherches, pas pires que celles que purent avoir Trepper de l'Orchestre rouge et autres agents des réseaux de résistance, pas pires que celles qu'ont dû avoir

Lénine et les bolcheviques pour se pourvoir de finances ou traverser l'Allemagne par le train en pleine guerre afin de passer de Suisse en Russie quand survint la révolution de 1917.

Certes, je répugnais aux moyens tortueux, aux ruses et compromis que comportait nécessairement, comme la guerre, la lutte politique clandestine dans laquelle on s'était engagé. Mais l'essentiel était qu'on avait ainsi servi la cause.

En novembre 1974 parût le 286e et dernier bulletin d'Unir présentant le bilan de vingt-deux années d'action et de publications, dont 3 tomes d'Histoire du PCF et une dizaine de brochures. Il publiait ce communiqué : *Unir espère avoir rempli au mieux la tâche qu'il s'était fixée à ses débuts : révéler la vérité interdite afin de participer à une démocratisation du communisme. Maintenant qu'en URSS, par Soljenitsyne et les samizdats en France, au sein même du Parti et dans une large presse allant de Libération au Monde, s'exprime largement sans coup férir ce qu'autrefois nous étions seuls à publier, le bulletin Unir n'est plus aussi indispensable.*

*Placés devant des difficultés matérielles aggravées par une campagne de calomnies démoralisante, portant sur des personnes et non sur le contenu, nous décidons de disparaître, nous sabordons pavillon haut l'entreprise d'Unir, plutôt que la livrer à des aventuriers anticommunistes, ce qui serait contraire au but initial pour lequel se sont engagés l'ensemble de ses partisans.*

Notre ami Gleize, directeur de la publication, m'affirma que tous les fichiers et archives avaient été détruits et depuis je n'ai pas connu de membre du Parti qui ait été inquiété pour ses attaches avec **Unir**.

Courtois disparut et depuis aucune tentative que je fis pour le retrouver n'aboutit.

Sur **Unir** il y eut le black-out- La plupart de ses participants eux-mêmes l'ont effacé de leurs mémoires comme s'ils étaient avant tout honteux d'avoir été dupés par le Malin.

Pour ma part, si je manque de sagacité ou de talent policier pour élucider le mystère de Courtois ou de tel autre, je me méfie, par cruelles expériences, des accusations unilatérales, des procès non contradictoires du genre de ceux qu'on fit à Trotski l'infâme, ou Tito le traître, ou Marty le policier. On peut trouver en cette affaire, comme partout, l'œil ou la main du NKVD ou de la CIA.

En revoyant les quelque 6000 pages publiées par Unir, quiconque peut constater que le contenu politique fut à la fois anticapitaliste et antistalinien.

## Le mensonge système

Ainsi le communisme cet espoir de ma vie s'était fait mensonge.

Certes il n'a pas le monopole de la contre-vérité mais, par un jeu de circonstances historiques, il a pu la systématiser, lui donner une ampleur colossale et même, suprême ironie, tout en se faisant la réputation de vérité.

Que le monde ait pu, pendant plus de trente ans, quasiment ignorer le Goulag et les crimes de Staline dénoncés par Kroutchev est un des plus abominables prodiges de l'Histoire. Et pourtant la plupart de ceux qui participèrent ou furent solidaires de ce mensonge étaient d'honnêtes gens. L'idéologie du rationnel que j'avais embrassée était devenue comme une religion, pire que celle que j'avais abandonnée depuis cinquante ans, avec son langage, ses tabous, ses contraintes ses inquisitions. Le « pieux mensonge » occasionnel que pouvait justifier la grandeur de la cause est de plus en plus devenu mensonge cynique, grossier, permanent, méprisant à l'égard du peuple. Le mensonge dénature la langue même. Elle est devenue de plus en plus ésotérique. C'est la « langue de bois », une sorte d'argot, dont il faut décrypter les codes.

L'exposé de ma vie montre comment, engagé pour le triomphe de la liberté, on se convertit au mensonge, on en prend le langage et combien il est difficile de s'en déconditionner. Je me suis acharné pendant vingt ans, jour après jour, souvent la nuit même, à m'en défaire. Je n'y suis parvenu que dans une certaine mesure et plaide l'indulgence pour ce qui m'en peut rester.

On a pu comparer ce qu'est devenu le mouvement communiste à une religion ou à une église, et celui qui s'en dégage à quelque apostat, à quelque hérétique ou quelque défroqué.

Sans doute avons-nous été coupables de ne pas chercher à savoir, mais les livres de témoignages crédibles n'existaient pas alors à profusion comme aujourd'hui. Ou du moins la censure du Parti à laquelle nous étions soumis et notre propre autocensure nous en détournaient elles. Ce n'est qu'en les années cinquante que je découvris les écrits de Rosa Luxembourg et de Gramsci, et vers 1960 l'expérience de Ciliga, et vers 1970 que je lus le Staline de Souvarine.

Je m'efforçais, d'après mon expérience, de m'expliquer comment les communistes dont j'étais, partant du vieil adage cartésien « n'accepter pour vrai que ce que tu reconnais véritablement être tel », passant par les conceptions marxistes qui voulaient être « l'expression générale des conditions réelles d'un mouvement historique », en étaient arrivés à falsifier de plus en plus systématiquement la réalité.

L'érosion du communisme est commencée en dépit de l'élargissement des territoires sur lesquels il règne ou qu'il domine. Car il a perdu l'essentiel : l'adhésion des peuples à son idéal originel. Les forces du mensonge s'affaiblissent. La diffusion de l'Humanité se réduit sans cesse, atteignant à peine le tiers (150 000 exemplaires) de ce qu'elle était au lendemain de la Libération. Son langage est dans le plus pur plus pur style de la « langue de bois ».

De plus en plus le militant enfermé dans l'esprit de parti, au lieu de penser, apprend des mots, des slogans, des formules résumant des concepts définis par le pouvoir, par le groupe dirigeant. La langue devient un instrument de l'instance suprême. La réalité se muant en fiction, l'anathème et la calomnie tenant lieu de réfutation de toute critique fondée, l'histoire est censurée, falsifiée. Le Parti communiste n'est pas l'animateur, l'organisateur, l'éducateur d'un mouvement émanant du peuple lui-même et répondant à ses aspirations

sociales ou nationales. Il est devenu une entreprise multinationale d'appareils installés dans tous les pays du monde, formés d'« apparatchiks », subordonnés à une caste dite « nomenklatura », installée à Moscou, ou à son homologue schismatique établie à Pékin .

Chacun de ces appareils nationaux, plus ou moins entouré de militants, croyant servir la juste cause du communisme originel, s'emploie à utiliser ou à susciter les mouvements populaires, à s'y octroyer le « rôle dirigeant », non pour améliorer le sort des exploités, mais pour répondre à une stratégie du « socialisme réel » lequel, sous l'insigne de la faucille et du marteau, asservit déjà plus d'un milliard de travailleurs.

En revoyant ma vie, je m'aperçois que si, en de nombreuses circonstances, j'avais davantage écouté mon cœur plutôt que l'esprit de parti, j'aurais commis moins d'erreurs. Le mensonge n'est pas pour le mouvement communiste un moyen circonstanciel. Il le génère. Se fonde en lui, l'érige en système, en vit. Telle est devenue sa nature. Un communiste qui a l'esprit de parti ment naturellement. Je l'ai fait pendant un demi-siècle ; je ne me rends compte qu'a posteriori que ma vie militante a été jalonnée de mensonges.

Je pense à Gabriel Péri qui m'a dessillé les yeux, entre deux airs de Damia, sur la mer Rouge, en 1934. Pourrait-il croire encore aux lendemains qui chantent, et referait-il ce chemin... Quel chemin ?

Transcrit par mes soins, ce livre, introuvable, m'a été prêté par une amie.

Caillou, 23 décembre 2011

[Lire la suite](#)

---

[1] La déstalinisation en Union soviétique commence aussitôt après la mort de Joseph Staline le 5 mars 1953. Elle prend cependant un ton officiel le 24 février 1956, lorsque Nikita Khrouchtchev, alors Secrétaire général du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique divulgue son « Rapport secret » à la fin du XXe congrès du Parti. Pour les dirigeants soviétiques, elle consiste à abandonner le culte de la personnalité et à dénoncer les « excès » de la période du stalinisme.

[2] wikipedia L'

[3] Hélène Parmelin, de son vrai nom Hélène Jungelson, née le 19 août 1915 à Nancy et morte le 6 février 1998 à Paris 14e, est une journaliste, romancière et critique d'art française.

[4] Paul Tillard, né le 30 septembre 1914 à Soyaux (Charente) et mort le 27 juillet 1966 à Paris, est un journaliste et un écrivain français. Résistant, déporté, une partie de son œuvre témoigne de cette expérience de la Seconde Guerre mondiale.

[5] Valdemar Nechtschein, dit Victor Leduc, est un résistant, militant et ancien dirigeant communiste français né le 21 août 1911 à Berlin et mort le 2 décembre 1993 à Paris

[6] Claude Morgan, nom de plume de Claude Lecomte, né le 29 janvier 1898 à Paris 17e et mort le 12 novembre 1980 à Orléans, est un écrivain, romancier et journaliste français.

[7] Yves Cachin (né à Ambositra, Madagascar, le 20 juillet 1916 et mort à Paris 14e le 17 mars 2010[1]) est un médecin français, spécialiste d'oncologie ORL. Neveu de Marcel Cachin, il a également été membre du PCF jusqu'en 1956.

[8] Né le 28 février 1926 à Paris (XIII<sup>e</sup> arr.), mort le 18 janvier 2013 à Paris (XIX<sup>e</sup> arr.), maquettiste, directeur des imprimeries de l'Humanité ; militant communiste.

[9] Jean-Pierre Vigier, né le 16 janvier 1920 à Paris où il est mort le 4 mai 2004, est un physicien français. Résistant, communiste, puis en rupture avec le Parti communiste français, il est l'un des acteurs des événements de Mai 1968 en France.

[10] Paul Laurent est un homme politique français, né le 1<sup>er</sup> mai 1925 à Gévelard (Saône-et-Loire) et mort le 8 juillet 1990 à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine). Membre du Parti communiste français, il est député dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris de 1967 à 1968 et de 1973 à 1981.

[11] Le Monde : Une Amicale des anciens membres du parti communiste français demeurés fidèles aux principes marxistes-léninistes vient de se créer. Elle a été présentée à la presse lundi après-midi par son président, M. Marcel Prenant, professeur à la faculté des sciences de Paris, ancien membre du comité central du parti communiste, ancien chef d'état-major des francs-tireurs et partisans (F.T.P.), et MM. Henri Begot, Etienne Charpier, Pierre Folgalvez et Pierre Lareppe, ancien député. L'Amicale entend rassembler le plus grand nombre de " communistes sans carte", démissionnaires ou exclus du parti, qu'elle estime à sept cent mille environ depuis 1945.

[12] Pierre Lareppe, né le 10 octobre 1897 à Vireux-Molhain (Ardennes) et mort le 10 décembre 1972 à Nouzonville (Ardennes), est un ouvrier puis homme politique français, député du Front populaire, interné en France puis à Alger, de 1940 à 1943, comme député communiste. Il redevient député des Ardennes après la Libération.

[13] Né le 28 juillet 1909 à Noyers-sur-Serein (Yonne), mort le 13 décembre 1998 ; instituteur ; militant de la SFIO puis du PSOP ; résistant ; communiste à partir de 1942 ; FTP, déporté ; membre du groupe oppositionnel Unir-Débat, exclu du PCF en 1970.

[14] MANIA Pierre, Joseph, Albert. Né le 4 septembre 1911 à Clichy (Seine/Hauts-de-Seine), mort le 25 février 1987 à Rouen (Seine-Maritime) ; instituteur dans la Seine-Inférieure/Maritime ; résistant ; militant communiste ; militant syndicaliste.

[15] Michel Rocard, né le 23 août 1930 à Courbevoie et mort le 2 juillet 2016 à Paris, est un haut fonctionnaire et homme d'État français. Il est Premier ministre du 10 mai 1988 au 15 mai 1991.

[16] Alain Geismar, né le 17 juillet 1939 à Paris 16<sup>e</sup>, est un homme politique et physicien français, inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale.

[17] Artur London, né le 1<sup>er</sup> février 1915 à Mährisch-Ostrau et mort le 8 novembre 1986 à Paris, est un homme politique communiste tchécoslovaque, notamment connu pour sa condamnation lors des procès de Prague en 1952 et pour la publication de son ouvrage L'Aveu en 1968 adapté au cinéma par Costa-Gavras en 1970.